

Histoires de Changement

Rencontre Collaborative
sur la Participation Démocratique
et la Construction de Mouvement

14-17 octobre 2014

Un élément important du contexte sont les difficultés rencontrées par les Organisations de la Société Civile pour être entendues. Il y a une tendance grandissante du côté de certaines autorités politiques et économiques à discréditer ces organisations, à les réduire au silence et même à les criminaliser. La solidarité internationale nécessite aussi d'être construite entre ces organisations de la société civile dans leurs différentes formes (mouvement social, ONGs, organisations de communautés de base...) et les divisions doivent être évitées grâce à une relation respectueuse et adéquate l'un avec l'autre.

Claude Mormont, 2014

Contents

Abahlali..... 3

Centre for Social Equity and Inclusion (CSEI)..... 7

Children Rights Centre(CRC)..... 10

Coalition Paysanne de Madagascar (CPM)..... 12

DELTA..... 14

Jana Vikas..... 17

Justice and Peace Commission: Land Desk..... 19

Khanyisa..... 23

Lawyers for Human Rights (LHR)..... 25

NAMKO..... 26

Pamuhacha..... 28

Pietermaritzburg Agency for Community Social Action (PACSA).... 31

Sinomlando..... 35

Sunflower..... 39

Surplus People Project (SPP)..... 41

Umthathi..... 43

You and Your Money (YYM)..... 45

Zenzeleni..... 47

Mouvement Abahlali baseMjondolo

Notre mission

Améliorer la vie des populations démunies vivant dans des bidonvilles, fermes, appartements et régions rurales, de même que leur rendre leur dignité en manifestant au sein de la société et en faisant pression sur le gouvernement afin qu'il leur construise des maisons avec dignité.

Notre vision

Abahlali baseMjondolo lutte pour construire une société juste et égale basée sur la dignité et le respect de tous.

Que veut dire Abahlali baseMjondolo?

Abahlali est un mot zoulou qui signifie résidents. Abahlali baseMjondolo est également un mot zoulou qui désigne les résidents de bidonvilles, mais que nous utilisons aussi pour désigner toute personne vivant dans une maison, un appartement ou une habitation rurale sans titre de propriété ou permission d'occupation. Voilà ce qu'Abahlali baseMjondolo veut dire selon nous.

Quel est l'objectif d'Abahlali baseMjondolo ?

Abahlali baseMjondolo a été formé dans le but de protéger, promouvoir, faire avancer et lutter pour les intérêts et la dignité des personnes démunies vivant dans des bidonvilles en Afrique du Sud.

Abahlali a été fondé officiellement à Kennedy Road, après que les résidents se sont rendu compte que la municipalité d'eThkwini les avait trahis. Ils sont descendus dans les rues et ont manifesté. 14 manifestants ont été arrêtés. Après cette manifestation, les quartiers précaires environnants ont remarqué que la municipalité d'eThekwini était très manipulatrice. Ils ont décidé de se joindre à Abahlali et ont ensuite participé à de nombreuses manifestations, notamment la manifestation contre les conseillers municipaux, mais n'ont pas été reconnus comme membres à part entière de la société, dont les droits sont aussi importants que ceux des autres. Ils se sont alors rendu compte que la municipalité ne les voyait pas comme des êtres humains égaux dotés de raison, et ce parce qu'ils vivaient dans des bidonvilles. C'est à cet instant qu'a eu lieu la manifestation légale contre le conseil municipal, qui a démarré à King Dini Zulu (Bothers Park). Toutes leurs manifestations ont été infructueuses car le directeur municipal de l'époque, Dr Like Sutcliffe, a déclaré qu'ils essayaient de passer avant les autres, alors que la municipalité d'eThekwini n'a aucune base de données des logements.

Abahlali a conçu un mode de questionnement désormais célèbre. Ses cinq questions sont les suivantes :

- Quand nos maisons vont-elles être construites ?
- Où vont-elles être construites?
- De quelle sécurité disposons-nous et quel rôle allons-nous jouer dans la construction de nos propres maisons ?

- Combien de maisons vont-elles être construites ?
- Qui sera l'entrepreneur de ces maisons?

En 2006, ils ont entamé le lancement d'une campagne désormais connue sous le nom de "No Land ! No House ! No Vote ! " (Pas de terrain, pas de maison, pas de vote), en espérant être entendus de la municipalité d'eThekweni.

Forces et victoires

Abahlali baseMjondolo est monté en force et en puissance en 2006. Nous avons été rejoints par des habitants urbains et ruraux et par des universitaires ainsi que par d'autres mouvements sociaux disposés à coopérer avec nous (la Campagne d'anti-expulsion du Cap Occidental et le Mouvement des sans-terre).

En 2009, nous avons gagné le "Slums Act" (amendement des bidonvilles) à la Cour Constitutionnelle. Le 13 février 2014, Abahlali a dû se rendre à la Cour Constitutionnelle et se battre pour écarter l'ordre d'éviction du conseiller exécutif qui avait été donné sans nous en informer. Cet ordre a mené à l'éviction illégale des habitants de Lamontville (Sisonke Village) plus de 25 fois. Les habitants de Cato Crest (Marikana) ont quant à eux été évincés illégalement plus de 23 fois. Le jugement de la Cour Constitutionnelle a été de déclarer l'ordre du conseiller exécutif anticonstitutionnel et par conséquent invalide. Malgré tous les défis auxquels le mouvement est confronté, Abahlali gagne sans cesse de nouveaux membres et compte désormais 23 branches actives en KwaZulu Natal et 1 à Cape Town.

Faiblesses

- Nos dirigeants sont cooptés durant les élections législatives nationales et régionales.
- Nos projets et emplois communautaires sont politisés.
- Même si nous avons gagné le Slums Act, nos membres vivent toujours dans des camps de transit.
- Malgré 20 ans de démocratie, nous vivons toujours dans des bidonvilles.
- Nous nous battons encore pour obtenir des bases de données des logements.
- Certains de nos membres ont perdu la vie, et nous avons été blessés et menacés par l'Etat.

Défis à relever

- Nous faisons face à de fréquentes évictions.
- Incendies et inondations de bidonvilles.
- Maladies transmissibles (VIH/SIDA, tuberculose).
- Nous avons été ôtés des listes de logements et placés sur une liste de mort. Nos membres ont été assassinés sans la moindre poursuite judiciaire.

- Attribution des logements injuste, manque de politique d'attribution et de comité d'attribution élu démocratiquement.
- Oppression de l'Etat et assassinat de nos membres.
- Des membres du Congrès national africain et du Parti communiste sud-africain détruisent nos maisons et remplacent l'unité d'invasion des terres de la municipalité.
- En 2009, les dirigeants d'Abahlali à Kennedy Road ont été attaqués et leurs maisons détruites.
- Le chômage fait perdre à notre mouvement d'excellents membres.
- L'instabilité financière de notre mouvement fait que certains membres nous quittent pour chercher un emploi ailleurs.

Invitations à de fausses réunions pour menacer nos membres ou même les tuer.

- En 2011, nous avons été invités à une réunion avec la municipalité d'eThekwini. Nous pensions que l'objectif était de discuter de la procédure à suivre pour gérer la pénurie de logements. Au lieu de cela, le président du comité des logements de la municipalité d'eThekwini a ouvertement menacé Sbu Zikode, le président d'Abahlali, en présence de l'honorable James Nxumalo, qui ne nous a pas défendus.
- En 2012, le conseiller municipal Kwa-Ndendezi a menacé de tuer des membres d'Abahlali après leur manifestation devant son bureau le 16 janvier.

Les services de police d'Afrique du Sud ne sont plus des gardiens de la paix mais des tueurs d'Etat.

- Le 15 mars 2013, Thembinkosi Qumbela a été assassiné après une manifestation communautaire sur la corruption, les logements et leur mauvaise attribution.
- Le 26 juin 2013, Nkululeko Gwala a été assassiné après que des menaces envers le maire d'eThekwini et le président du Congrès national africain dans la région d'eThekwini Dr Sbongiseni Dlomo aient été proférées. Ils ont déclaré que Gwala les perturbait lors de leur repas et deux heures plus tard, il a été abattu.
- Le 30 septembre 2013, une jeune femme de 17 ans (Nqobile Nzuzo) a été tuée par la police à Cato Crest lors d'une manifestation sur les logements.
- Ndabo Mzimela, notre secrétaire général, a été menacé le 16 septembre 2014 à l'hôtel de ville en face du conseiller exécutif des logements, M. Ravi Pillay. A nouveau, nous avons été invités à cette réunion dans l'espoir d'améliorer notre relation houleuse avec les dirigeants du Congrès national africain à eThekwini.
- Après ces menaces, Thuli Ndlovu, le président d'Abahlali KwaNdengezi, de même qu'un membre exécutif d'Abahlali, ont été tués froidement le 29 septembre 2014.

La lutte pour la justice, l'égalité et la dignité est essentielle pour une Afrique du Sud démocratique.

Tuer et menacer nos membres ne nous arrêtera pas dans notre lutte pour obtenir du terrain et un logement, et regagner notre dignité.

« Nous n'avons pas encore mis notre liberté à l'épreuve. »

Ndabo Mzimela

Zandile Nsibande

Centre pour l'égalité et l'inclusion sociale (CSEI) et Forum Ambedkar des étudiants

Les dalits, qu'on appelle aussi les « intouchables », la classe cassée et la caste répertoriée, forment en Inde une communauté de 170 millions de personnes, c'est-à-dire 17% de la population du pays. Un Indien sur six est dalit, mais à cause de leur caste, les dalits sont régulièrement confrontés à la discrimination et à la violence, ce qui les empêche de jouir des droits de l'homme fondamentaux et de la dignité promise à tous les citoyens indiens. La pauvreté subsistante et intergénérationnelle sévissant dans les communautés et familles dalits est une conséquence directe et continue de leur position recluse dans la société et a une incidence directe sur les enfants et adolescents dalits. Historiquement, les dalits se sont vu refuser le droit de propriété de terrain ou autre capital immobilier. Ils ont été forcés à peupler des endroits inférieurs et polluants, n'ont pas eu accès à l'éducation et sont aujourd'hui encore restreints au niveau de la participation sociale et de l'interaction avec les autres communautés. Par conséquent, les communautés dalits souffrent aujourd'hui d'exclusion et de pauvreté endémique. Les petites filles dalits portent le double fardeau de la discrimination et violence liées au sexe tant au sein de leur communauté qu'en dehors de celle-ci. Les stéréotypes patriarcaux du rôle de la femme dans la famille et la communauté gouvernent l'image de soi, le développement et la participation des petites filles à la vie familiale et communautaire.

De nos jours, la constitution indienne interdit l'intouchabilité et ces communautés disposent de plusieurs mécanismes de sécurité (c'est-à-dire que les castes dominantes n'ont légalement plus le droit de forcer les dalits à accomplir quelque activité « polluante » ou d'entraver leur accès à l'éducation ou à la participation à la vie sociale ou leur processus de croissance). Cependant, des emplois tels que le balayage, le grappillage et la tannerie restent le monopole des castes répertoriées. Leurs membres sont menacés de violence physique et de boycott social s'ils refusent d'accomplir ces tâches ingrates. Les enfants et adolescents dalits abandonnent très fréquemment l'école et les établissements d'enseignement supérieur. Leur piètre estime de soi et leur identité stigmatisée les renvoient dans le cercle vicieux de la pauvreté et ils ne parviennent pas à envisager qu'un meilleur avenir est possible.

Le système de castes n'est pas limité à l'Inde. On en trouve des corollaires au Népal, au Pakistan, au Sri Lanka et au Bangladesh, ainsi que dans d'autres pays d'Asie du Sud (voir ci-dessous). Dans le monde entier, plus de 260 millions de personnes souffrent de cet apartheid secret, de cette ségrégation, exclusion et discrimination.

C'est dans ce contexte que j'ai grandi, en tant que jeune Dalit. J'ai lutté pour surmonter divers obstacles, j'ai travaillé d'arrache-pied pour atteindre l'enseignement supérieur et trouver un emploi. J'ai été diplômé dans une des meilleures universités du pays, l'université Jawaharlal-Nehru, après avoir obtenu un diplôme à l'Institut des sciences sociales de Tata et fait un doctorat. Durant mon parcours, j'ai été confronté à maintes formes de discrimination tant sur le campus que dans la vie à cause de mon identité dalit, mais tout cela m'a aidé à comprendre et m'a motivé à aller de l'avant. J'ai désormais compris le mouvement des droits dalits qui s'est battu pour garantir les sécurités légales et constitutionnelles qui protègent mon peuple de l'exclusion et nous laissent jouir du droit à la paix, à la justice et à la sûreté en tant que citoyen.

Après mes études, j'ai décidé de créer une organisation, le Centre pour l'égalité et l'inclusion sociale (CSEI), qui s'axe essentiellement sur l'éducation, l'emploi, l'esprit d'entreprise et les questions liées à

la gouvernance des enfants et adolescents dalits. Vu que j'avais déjà été confronté à des problèmes de castes dans le domaine de l'éducation, la prochaine étape était pour moi de trouver des moyens innovants d'aider nos enfants et adolescents à se construire une identité positive, à comprendre leurs droits de citoyenneté et à intégrer des institutions démocratiques telles que les écoles, les hautes écoles ou les universités.

Les trois principes d'Ambedkar sont de s'éduquer, de s'organiser et de faire bouger les choses. Ils occupent un rôle-clé dans le développement général de la communauté dalit. Même si, chaque jour, des barrières sociales et économiques entravent les enfants et adolescents dalits, ils parviennent à remettre en cause cette réalité en choisissant, par l'éducation, de rompre le cycle de la pauvreté, de l'exploitation, de l'indignité et du chômage. L'éducation est restée le pilier central des interventions du CSEI visant à intégrer les trois principes d'Ambedkar dans la vie de tous les jours des enfants dalits et à leur garantir le droit à l'éducation en créant une organisation communautaire accueillant tous les étudiants dalits appelée le Forum Ambedkar des étudiants (ASF).

Un point-clé de ce projet était de s'assurer que les étudiants touchés intègrent eux-mêmes des techniques d'enseignement et d'apprentissage au quotidien pour encourager une éducation sans discrimination. Nous avons initialement formé le Forum Ambedkar des étudiants dans tous les villages où nous intervenons en réunissant 30 à 40 jeunes aux études secondaires ou supérieures par lieu de résidence. Nous avons fourni à chaque groupe de l'ASF un centre de ressources éducatives où ils peuvent trouver des livres et autre matériel de lecture et écriture. Ce projet d'organisation d'étudiants sous forme de forum a attiré l'attention de nombreuses personnes. Nous sommes ainsi parvenus à coordonner plus de 2000 étudiants en très peu de temps.

Le défi était alors de former des étudiants à prendre l'ASF en charge eux-mêmes et à continuer la sensibilisation pour bâtir un mouvement basé sur l'éducation sans discrimination. Avec la collaboration de Play for Peace, une organisation internationale de défense des droits de la jeunesse et de la citoyenneté, nous avons organisé plusieurs formations, des visites sur le terrain, des activités de sensibilisation et de visibilité, etc. Ces efforts ont mené à l'émergence d'un groupe d'étudiants dalits aptes à faire avancer ce mouvement. Désormais, notre organisation, qui vient du peuple avant tout, élit un comité central chaque année, défend les droits à l'éducation des enfants et adolescents dalits et coopère avec tous les acteurs concernés potentiels pour réaliser leur rêve. Le CSEI ne fait plus partie intégrante de l'ASF et remplit en général un rôle de mentor.

Ces derniers six mois, le groupe a réussi à lancer plusieurs campagnes et programmes innovants pour améliorer l'éducation des enfants et adolescents dalits et leur fournir orientation professionnelle, soutien aux études supérieures, campagnes contre la discrimination, formation sur les droits de la citoyenneté et le lancement de projets sociaux, etc.

Le Forum Ambedkar des étudiants a pour objectif de construire une plate-forme indépendante et durable destinée aux étudiants dalits, où ils pourront continuer la lutte pour avoir accès à l'éducation, entreprendre des études supérieures, réaliser l'aspect social, légal et politique de leur lutte contre l'exclusion et la discrimination fondée sur la caste et la classe sociale afin de vivre dans la dignité et le respect.

Avec cette intervention, nous avons pu encourager l'enseignement, l'apprentissage, l'organisation et lancement de projets sociaux basés sur les droits de l'homme et de la citoyenneté et la croissance

éducative des enfants et adolescents dalits. Notre mouvement est parvenu à faciliter et à renforcer cette plate-forme pour l'éducation de la jeunesse dalit, visant à élargir leurs perspectives d'épanouissement grâce à divers systèmes et mécanismes de soutien, où ils sont également les acteurs du changement et affrontent eux-mêmes les obstacles à l'éducation des enfants et adolescents dalits.

Satyendra Kumar

Centre des Droits des Enfants (CRC)

Introduction

En Afrique du Sud, beaucoup des enfants de la génération actuelle ont perdu toute occasion de jouer. La pauvreté, la violence et le manque d'éducation continuent à gangrener notre pays et ces défis, ainsi que d'autres tels que le VIH/SIDA et l'urbanisation galopante ont eu un effet néfaste sur le jeu des enfants. En fait, nos enfants sont nettement moins susceptibles de jouer autant qu'ils en ont besoin que leurs parents et les générations précédentes.

Le jeu est un droit de l'enfant car il est essentiel à leur développement et à leur bien-être. Il est reconnu par la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies (article 31) et par la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (article 12), selon laquelle les enfants ont le droit au jeu, à la récréation, aux loisirs et aux activités artistiques et culturelles. Ces deux documents affirment clairement que le jeu n'est pas un droit optionnel, mais nécessaire dans la vie des enfants pour qu'ils atteignent leur plein potentiel et soient dans les meilleures conditions possibles au niveau physique, émotionnel, social, intellectuel et esthétique. Ils ont besoin de pouvoir jouer, d'avoir des loisirs et de se reposer. Ils ont besoin d'un espace où ils peuvent simplement « exister » au quotidien.

Informations générales

Le Centre des Droits des Enfants est une association caritative (IT 222/99/PMB) sans but lucratif (Registration 059-178-NPO), qui dispose du statut d'organisation d'utilité publique selon la section 30 (PBO Exemption No 930 008 582). Le Centre des Droits des Enfants a été fondé sous le nom de Durban Children's Rights Group en 1988. L'organisation a un statut de section 18A, qui offre une exonération fiscale sur les dons faits au Centre des Droits des Enfants. L'objectif de l'organisation est de promouvoir les droits de l'enfant en Afrique du Sud et d'éduquer la population à ce sujet.

Histoire de notre organisation

Notre aventure a démarré en juin 2013 lorsque le Centre des Droits des Enfants et d'autres parties intéressées ont été invités par le Centre de Ressources de Clermont pour parler des droits de l'enfant avec la communauté. La première étape de cette aventure nous a révélé de très nombreuses violations des droits de l'enfant et nous a montré que l'Afrique du Sud avait un retard terrible lorsqu'il s'agit de combler les besoins de ses habitants, en particulier les enfants. Ezimbilini est un quartier informel de Clermont, situé dans la municipalité d'Ethekwini. Une visite initiale à Ezimbilini a montré à quel point la santé des enfants y était négligée : leur peau était couverte par la gale et les blessures. Ils n'avaient aucune zone de jeu sûre ou d'installations pour le développement de la petite enfance où ils pourraient s'occuper de façon constructive pendant la journée. Des milliers de personnes partageaient une seule source d'eau claire. Les logements étaient délabrés et les installations sanitaires inexistantes. Des déchets humains coulaient entre les maisons.

L'aventure du Centre des Droits des Enfants dans la communauté d'Ezimbilini a continué en juillet 2013, lorsque l'organisation s'est réunie avec des conseillers et jeunes locaux pour lancer une campagne de nettoyage d'Ezimbilini pour fêter la journée internationale de Nelson Mandela. La campagne comprenait une discussion sur les droits de l'enfant en insistant sur le droit au jeu, ce qui a mené à la mise en place d'une zone de jeu sûre pour les enfants d'Ezimbilini. Le département de la

santé a également présenté un exposé sur les vaccins et l'hygiène et s'est engagé à continuer d'aider la communauté dans le domaine de la santé. Étant donné qu'il est compétent en matière de développement de la petite enfance, le département de développement social a accepté d'aider la communauté à développer une zone de jeu sûre pour les enfants et à s'inscrire pour recevoir une aide sociale et d'autres formes d'assistance sociale.

Dans le cadre de sa formation de renforcement des capacités, le CRC a organisé un atelier pour environ 20 personnes. L'objectif présenté lors de l'atelier était « Do it Right for Children », visant à impliquer des membres de la communauté activement dans la satisfaction des besoins des enfants et la construction d'une communauté qui aide les enfants le mieux qu'elle peut. L'atelier promouvait également la compréhension des droits de l'homme et de l'enfant.

Plusieurs réunions ont été prévues entre le personnel du programme de CRC et le conseiller municipal local. L'objectif de ces réunions était de discuter de façons de faire avancer le projet, telles que confirmer l'espace désigné pour la zone de jeu sûre, décider quels partenaires devraient participer au projet pour la durabilité et former les animateurs de jeu.

Durant cette aventure, nous avons été confrontés à plusieurs obstacles, comme l'absence d'engagement des autorités locales et départements gouvernementaux. Ce manque de soutien et d'intérêt a interrompu le processus. Les réunions prévues n'ont pas eu lieu et ont été remises à plus tard ou annulées à la dernière minute. Lorsque le CRC a enfin pu sécuriser le terrain où la zone de jeu sûre devait être établie, on a découvert que des négociations de vente étaient en cours entre le propriétaire du terrain et la municipalité locale. Ceci démontrait le manque total d'engagement de la part de la municipalité locale pour fournir une infrastructure de base et des services à la population.

Notre organisation a alors appris une dure leçon : les gens sont complaisants ! Ils acceptent le manque de services, soutien et engagement du gouvernement et considèrent que c'est normal. Ils n'ont aucune envie de changer la situation. Nous l'avons observé à Ezimbilini. Une autre leçon apprise durant l'aventure qu'était ce projet est qu'il est essentiel d'établir un comité directeur formé de membres de la communauté qui endossent seuls la responsabilité d'un projet en particulier. Un projet doit être géré par la communauté auquel il s'adresse. Si les responsables du projet ne sont pas touchés et intéressés par celui-ci, il est voué à l'échec. Les responsables du projet doivent être engagés et dévoués pour changer les choses. Il est impossible de forcer une communauté à changer de l'extérieur.

Les défis auxquels la communauté d'Ezimbilini est confrontée perdurent et malheureusement, le CRC a dû se retirer de cette communauté. Cette histoire a appris beaucoup à l'organisation et a souligné à quel point la défense des droits de l'homme et de l'enfant est nécessaire, en particulier au niveau le plus bas. Les habitants d'Afrique du Sud doivent être autonomisés et avoir le désir de changer les choses dans leurs vies. Le Centre des Droits des Enfants continuera à se battre pour défendre les droits de l'homme et de l'enfant en Afrique du Sud et d'éduquer la population à ce sujet. L'aventure n'est pas terminée.

Sunitha Eshwarlall

Coalition Paysanne de Madagascar (CPM)

Une histoire de participation citoyenne, de démocratie et de conception de projet: mobilisation de paysans du district de Soalala pour faire valoir leurs droits et intérêts et protéger leurs terres de l'exploitation minière.

La Coalition Paysanne de Madagascar (CPM) est une plate-forme d'organisations paysannes fondée en 2001 dont l'objectif est de défendre les droits et intérêts des paysans et de les aider à améliorer leurs conditions de vie. Elle est active dans 22 régions du pays, y compris la région de Boeny, une région agricole où se trouve le district de Soalala. C'est là qu'un important projet d'exploitation minière (une mine de fer dans le district de Soalala) est en conception, levant la question des droits et intérêts des paysans.

En 2013, les paysans des environs ont eu peur d'être expulsés de leurs terres et ont demandé à la CPM de les soutenir dans leur lutte commune pour protéger leurs terres agricoles. La CPM leur a proposé de protéger leurs terres en obtenant des titres fonciers. Pour obtenir un titre foncier, il est cependant obligatoire d'établir un guichet foncier communal, ce que légalement seule la municipalité a le droit de faire. Les paysans ont donc tenté de convaincre la municipalité d'établir un guichet foncier communal, espérant ainsi obtenir des titres fonciers.

Dans ce but, la stratégie de la CPM était de former et informer les paysans de la région sur les lois foncières et minières. Après cette formation, ils ont établi les intérêts qu'ils souhaitaient défendre. Leur priorité était de faire pression sur les autorités municipales comme le maire ou le conseiller municipal. Leur action a été couronnée de succès. Les paysans membres de la CPM ont en effet pu obtenir trois délibérations municipales de la part du conseil municipal.

La CPM a été confrontée à un défi lorsqu'elle a établi le plan local d'occupation foncière (PLOF) car l'administration accusait des retards de délais et les coûts étaient élevés. Après avoir exercé pression sur le ministère, le problème a été résolu.

Les leçons tirées du processus ont été les suivantes :

- Maintenir la solidarité entre paysans pour défendre leurs droits et intérêts. Impliquer les organisations paysannes et les mettre à l'initiative de tout processus de développement
- Offrir des formations avant d'entamer du lobbying et des plaidoyers

Les points suivants sont les changements majeurs résultant de notre coopération :

- Les capacités des paysans touchés sont renforcées en termes de lois foncières et minières et ils sont capables de défendre leurs droits eux-mêmes.
- Les organisations paysannes ont compris ce qu'était l'expérience du lobbying et du plaidoyer.
- Les autorités locales (municipalités) sont intéressées par le développement de bureaux fonciers.

La CPM veut contribuer à ces changements pour les paysans de tous les districts de Madagascar et même tous les pays d'Afrique si elle y parvient. La coalition considère que cette expérience a été

couronnée de succès et souhaite se développer ainsi que partager son expérience avec d'autres organisations qui partagent sa vision.

Jean-Berthin Rabefeno.

Histoire : fondation et développement de DELTA

DELTA a été fondé par les célèbres auteurs des livres de développement communautaire « Training for Transformation » Anne Hope et Sally Timmel en 1992 et était à la base une organisation de Catholic Welfare and Development. Il est devenu indépendant en 1995 et a obtenu sa propre infrastructure de gestion.

En 1998, DELTA a commencé un travail avec les enfants victimes d'abus avec les femmes locales à Libode. Ces femmes ont alors ressenti le besoin d'une intervention pour améliorer leurs compétences en matière de soutien aux victimes d'abus et de violence. En 1998, DELTA a lancé son programme d'analyse sociale pour que ces femmes comprennent la cause de l'abus et de la violence dans les communautés rurales. De plus en plus de femmes de communautés voisines venaient participer au programme sur le genre et le leadership, qui était le véhicule du travail d'analyse sociale. Depuis, DELTA se concentre sur la région Nyandeni qui comprend Libode, Ngqeleni et Port St. Johns. Dès le départ, les femmes de Lusiki-siki ont refusé d'être exclues, même si elles ne faisaient pas partie de Nyandeni car elles sont dans une différente région traditionnelle. En 2005, DELTA s'est étendu à Tsomo et Cofimvaba.

Avec son programme sur le genre et le leadership, DELTA s'occupe de problèmes et défis auxquels une communauté en particulier est confrontée et les relie à l'environnement plus étendu afin de mieux faire comprendre la façon dont les gens trouvent des solutions à leurs problèmes. Le programme sur le genre et le leadership est le programme de base d'où sont partis les autres programmes sur la sécurité alimentaire, le VIH/SIDA, l'éducation à la démocratie et les projets de renforcement des capacités communautaires. Le siège de DELTA à Cape Town a été fermé en 2007 (à cause de contraintes financières) et l'organisation s'est installée en Cap-Oriental avec une nouvelle gestion. Depuis 2009, DELTA occupe un bureau à Cofimvaba.

Travailler avec les femmes pose de nombreux défis, étant donné que les femmes ne travaillent pas et que leurs croyances culturelles et nombreuses tâches les rendent difficilement disponibles pour des réunions et ateliers communautaires. Cependant, un trait admirable de ces femmes est qu'elles sont les piliers qui soutiennent leurs familles.

La stratégie de DELTA est fondée sur le fait que les hommes et les femmes ne participent pas aux prises de décisions de façon égale, que ce soit la maison, dans leur communauté, sur leur lieu de travail, ou dans la société en général. DELTA souhaite donc changer la société et faire comprendre aux gens que la coopération entre les hommes et les femmes est nécessaire pour réduire l'inégalité, et compte atteindre cet objectif en travaillant avec les femmes pour leur faire voir leur propre pouvoir.

Nos buts sont de :

- Construire une cohésion sociale de façon innovante en coopérant avec les communautés
- Développer le leadership des femmes au niveau le plus bas en créant des liens entre les femmes de différentes cultures, les situations de vie et les organisations

- Améliorer les réseaux féminins, en particulier dans les zones rurales, afin qu'elles comprennent leur rôle dans la construction d'une société basée sur l'union, la confiance et la cicatrisation, libérée de l'oppression basée sur le genre, la culture et la profession
- Développer le renforcement de capacités des formations et du travail de développement effectué par les femmes dans leurs propres communautés et dans d'autres communautés
- Sensibiliser les communautés, afin que le processus de démocratie participative soit mis en place et que la citoyenneté active soit encouragée et développée

Une histoire de changement locale :

Depuis six mois, DELTA lutte pour travailler dans le district 9 de la municipalité locale d'Intsika Yetha, où nous travaillons efficacement et pacifiquement depuis juillet 2012. Après un certain temps, nous avons découvert que des membres de la communauté, en particulier des femmes, étaient au cœur du processus de décision. C'est pourquoi, afin de continuer à les renforcer, en mai 2014 nous avons demandé à nos partenaires Khanyisa et Zingisa de faciliter la formation en lobbying et activités de mobilisation pour les femmes. Par conséquent, les membres de la communauté sont devenus plus actifs. Lors d'une réunion, le conseiller a dû rendre compte d'échecs de prestation de services et n'a pas pu confronter les membres de la communauté. DELTA a été expulsé en décembre 2013, mais les membres de la communauté ont invité DELTA à revenir et ont promis de protéger nos conseillers, car ils reconnaissent le pouvoir qu'ils possédaient après les ateliers sur le lobbying et les activités de mobilisation. Des programmes de sécurité alimentaire ont été initiés dans cette communauté et certains sont sur le point de s'inscrire au registre des coopératives. Des programmes de renforcement des capacités communautaires ont lieu en promouvant la participation communautaire grâce à des dialogues communautaires, et les personnes au pouvoir sont très frustrées par ces dialogues communautaires car des membres de la communauté osent enfin parler, en particulier des femmes.

Les membres de la communauté se sont rendus aux bureaux municipaux et ont demandé le plan de développement local et le rapport annuel et dans toutes les délégations, les femmes sont sans cesse davantage au pouvoir. L'autonomisation des femmes en position de pouvoir et de supervision dans des projets de développement peut changer la situation actuelle de notre pays, car elles confrontent les autorités corrompues, l'autorité abusive, le leadership irresponsable des communautés et l'abus de pouvoir. Si cette communauté n'était pas assez autonomisée, DELTA n'aurait pas été invité à les aider, nous n'aurions pas pu continuer à travailler, mais nous sommes toujours là, paisiblement.

Dès que des membres d'une communauté nous invitent à prendre part à une action de mobilisation, nous contactons le conseiller municipal au préalable et lui conseillons de ne pas confronter les membres de la communauté autonomisés, et d'écouter les faits qu'ils lui présentent pour mieux coopérer. DELTA a appris que les communautés ont le pouvoir de confronter n'importe quelle autorité et de changer leur quotidien elles-mêmes. Un exemple de ceci est la situation du district 9. Aujourd'hui, le conseiller sait très bien qu'il n'a pas le droit de mentir au sujet des prestations de services, car les femmes ne l'accepteront pas, et cette confiance en soi qu'ont les femmes lui fera réfléchir à deux fois avant de mentir. Construire un mouvement fait partie de la mission de DELTA qui est de s'assurer que les femmes participent pleinement au processus de prise de décision de leur communauté ainsi qu'à la mise en place des projets. Améliorer une communauté demande la participation collective de chacun. Les membres de communautés explorent leurs inquiétudes lorsqu'il s'agit de prendre une

décision informée, ce qui était le point de départ des dialogues de communauté dans le district 9, Mabhentseni Village, Tsomo, Intika Yethu, Cap-Oriental, où les femmes gardent la tête haute où qu'elles aillent. Il y a également énormément d'enfants, ce qui montre le besoin d'une crèche, car les enfants sont le groupe majoritaire. La force de ces communautés est qu'elles n'abandonnent pas.

MALIBONGWE IGAMA LAMAKHOSIKAZI

Nosandla Malindi

Veliswa Magayi

Une histoire de participation populaire

La beauté de la nature dont est doté Kandhamal est incomparable. Sa vie sauvage est florissante, ses paysages superbes et son climat agréable. La région possède des curiosités, tels que cafés jardins panoramiques, jungles de pins, routes ghat sinueuses, collines et chutes d'eau, forêts vierges et vie tribale traditionnelle. Kandhamal est un des districts d'Odisha, un État de l'Inde, et se situe à une altitude de 1100 mètres au-dessus du niveau de la mer. Presque les deux tiers de la superficie du district est couverte de forêts denses et de montagnes imposantes couvertes de prairies vertes, et ses vallées en terrasses portant des couleurs tribales de leur héritage naturel sont une attraction en soi. Le terrain montagneux inaccessible, les petits chemins des vallées et les ruisseaux cristallins se déversant depuis les sommets des collines ont façonné la situation socio-économique et le développement de la région. La plupart des habitants sont adivasi (aborigènes indiens) et dalits. Ils dépendent de produits forestiers abondants et de terre arable restreinte pour survivre. Avec un revenu annuel par personne de 79\$, Kandhamal est l'une des régions les plus pauvres d'Inde.

La religion chrétienne est arrivée à Kandhamal il y a une centaine d'années. La population du district est de 731 milles personnes, dont 117 chrétiens. 30% des dalits sont chrétiens. Les dalits sont pauvres et n'ont un accès que très restreint aux ressources dont ils ont besoin. Kandhamal, auparavant réputé pour ses habitants pacifiques et témoignant d'une coexistence fraternelle et d'une culture riche est désormais connus pour les mauvaises raisons. Des habitants des districts voisins sont venus s'installer dans cette région des tribus et de dalits pour y trouver un mode de vie différent et y faire jouer leurs intérêts politiques, et ont depuis brisé la structure sociale du district.

La violence sans précédent ayant explosé en 2007 et 2008, perpétrée par les forces fondamentalistes de l'idéologie Hindutva, a fait perdre leur domicile à des milliers d'adivasis et de dalits de la communauté chrétienne. Rien que dans le district de Kandhamal, plus de 600 villages ont été pillés, 5600 maisons ont été mises à sac et incendiées, 54 000 personnes se sont retrouvées sans-abris, environ 100 personnes ont été tuées et 13 écoles, universités et bureau d'association à but non lucratif ont été saccagés et pillés. Environ 30 000 personnes ont été déracinées et envoyées dans des camps de secours, hébergées par des villes voisines ou se sont échappées dans d'autres États par crainte d'être tuées si elles restaient. Les extrémistes ont forcé 2000 chrétiens à se convertir à l'hindouisme. Plus de 10 000 enfants n'ont pas pu poursuivre leur éducation par crainte et parce qu'ils avaient été déplacés. C'est lorsqu'un dirigeant de Viswa Hindu Parishad (VHP, une organisation hindoue de droite) a été tué par des maoïstes que les forces fondamentalistes de l'idéologie Hindutva ont commis des atrocités contre les chrétiens au nom de leur religion.

Les effusions de violence de 2007 ont eu lieu durant le mois de décembre, c'est-à-dire le mois le plus froid à Kandhamal. Les souffrances des femmes, des enfants et des personnes âgées dans les camps de secours par des températures glaciales étaient insupportables. Les actes violence de 2008 se sont déroulés au mois d'août durant la saison des pluies, ce qui était tout aussi pénible. Les victimes ont dû se réfugier dans des camps nauséabonds où la pluie perçait les toits et mouillait toutes leurs possessions. Cette expérience a hélas marqué d'une blessure profonde la vie des habitants. Le secours, la réhabilitation et les compensations obtenues n'ont pas été suffisants pour reprendre une vie digne.

Jana Vikas est une organisation qui agit au niveau le plus local et a été promue par le diocèse catholique romain de Bhubaneswar. Son objectif est d'aider l'autonomisation et le développement des personnes marginalisées de Kandhamal depuis 1988. L'association a également été touchée par les ravages, mais est parvenue à se raviver immédiatement et à jouer un rôle actif dans le secours apporté aux personnes touchées.

L'initiative Vikas Dalit Adivasi (DAVI) rassemble sept organisations soutenues par Jana Vikas pour se pencher sur les problèmes touchant les adivasis et dalits. Jana Vikas a été en tête de file des organisations pour mobiliser la communauté et les inciter à agir pour la sensibilisation, l'analyse et l'organisation afin d'obtenir justice. À l'initiative du consortium, les dirigeants de toutes les dénominations chrétiennes de même que les dirigeants intellectuels et traditionnels se sont réunis. Tous ont pris conscience que, dans une Inde démocratique, les chrétiens ont des droits constitutionnels et qu'ils devraient exiger qu'on les respecte. À cet effet, ils ont élaboré des stratégies et des plans. Plusieurs séries de réunions ont eu lieu au niveau paroissial et communautaire, et au niveau des intellectuels. Ils ont décidé de commémorer le 6e anniversaire des atrocités subies et de rendre hommage aux victimes devant le siège de l'administration du district de Kandhamal. Le 27 août 2014, des milliers de chrétiens, intellectuels et personnes partageant leurs idées se sont réunis près du siège de l'administration du district et ont défilé dans les rues. Ils ont fait connaître leurs exigences à l'administration, les exhortant à réagir à l'injustice des compensations insuffisantes, à punir les coupables et à protéger la communauté chrétienne minoritaire, et ont envoyé une lettre au président indien. La population a généreusement contribué aux frais de transport et d'alimentation. Chaque individu éprouvait un sentiment d'appartenance en participant à la manifestation. Une lueur d'espoir a été ravivée chez les survivants parmi les victimes. Une assurance nouvelle est née, les incitant à vivre avec courage et dignité. Des nouvelles valeurs d'union et de fraternité ont vu le jour chez les chrétiens de toutes dénominations. Durant cette manifestation, chacun ressentait de l'empathie et s'inquiétait de ce qu'il était advenu des autres communautés. Malgré les nombreux défis posés par l'administration pour obtenir une permission de manifester, des restrictions sur les rassemblements de masse et les protestations de groupes d'intérêts, l'enthousiasme et l'énergie des manifestants les ont poussés à oser exiger leurs droits. D'autres obstacles à la mobilisation de la population pour les valeurs démocratiques étaient la pénurie de ressources et l'inaccessibilité géographique. Des personnes autrefois timides et craintives qui avaient accepté le fardeau de la persécution ont découverts leurs droits constitutionnels. Elles se sont réunies et ont tendu la main même à leurs rivaux pour se soutenir mutuellement. Elles ont fait un pas en avant avec l'espoir de raviver ou retrouver la paix perdue de Kandhamal et d'éradiquer les motifs malveillants des groupes d'intérêts. Désormais les gens envisagent avec espoir qu'il est possible d'un jour obtenir gain de cause.

Fr Manoj Nayak

Justice and Peace Commission: Land Desk

Histoire de changement – Repenser les mines

Justice and Peace est une plate-forme visant à améliorer l'aptitude du diocèse catholique en Afrique du Sud, au Botswana et au Swaziland à entreprendre des projets de plaidoyer pour attaquer les causes structurelles de la pauvreté, de l'inégalité et de l'injustice, afin que notre foi transforme la société et suscite l'espoir. Cette mission figure clairement sous ces mots sur notre site www.sacbcjusticeandpeace.org.

Notre coopération avec les mouvements sociaux est constante. Nous cherchons avant tout à améliorer leurs capacités à lutter de façon efficace en faveur de leurs droits fonciers et du droit à la souveraineté alimentaire des populations rurales défavorisées et à repenser le secteur minier pour qu'il soit plus transparent et engage mieux la population pauvre. Depuis 6 mois, Justice and Peace soutient le travail de Rural Network dans sa lutte pour revoir la conception des mines.

Rural Network se concentre pour l'instant sur deux mines. La première est la mine Somkhele, à vingt km à l'ouest de Mtubatuba. On y mine de l'antracite. L'autre mine est Jindal Africa, qui fait partie du conglomérat indien Jindal Steel and Power. Même si l'extraction n'a pas encore commencé dans cette mine, l'exploration est déjà en cours dans de nombreuses zones de Makhasaneni. Ils y ont découvert du minerai de fer.

Ci-joint, vous trouverez le rapport du Révérend Mavuso sur ces événements. Nous nous sommes réunis avec lui le 18 septembre et avons convenu que c'était lui qui présenterait l'histoire.

Plaidoyer pour les mines

Contexte et introduction

Le 5 août 2014, le dirigeant local, M. Dudla, a livré une lettre datée du 22 juillet 2014 de la part de Golder Associates Pty Ltd. Elle a été reçue sous forme de copie du conseil traditionnel d'eNtembeni. C'était une invitation à la participation des communautés touchées par les opérations minières de Jindal entamées dans les régions de Nkwalini, Makhasaneni, Matshansundu, Mfanefile, Sabiza et Thunzini. Golder Associates est une société de conseils nommée par Jindal pour effectuer une étude d'impact socio-culturel et environnemental. D'habitude, une telle étude doit être effectuée avant le début d'un projet, mais dans le cas présent, Jindal semblait y avoir songé après coup.

Quoi qu'il en soit, Rural Network a décidé de suivre les instructions. Il a décidé d'utiliser un procédé d'étude rapide, qui lui permettrait de rendre visite aux communautés touchées pour obtenir des informations directes sur leur expérience face aux opérations en cours et également pour écouter leurs craintes et leurs espoirs.

Évaluation rapide

Le processus devait couvrir une période de 3 jours, auxquels s'ajouteraient 2 jours pour écrire le rapport et l'envoyer au conseil traditionnel et à Golder Associates Pty Ltd. L'équipe qui devait faire cette évaluation a décidé de rendre visite à la communauté de Mtubatuba, où se trouve la mine de charbon Somkhele. L'objectif était de se renseigner sur l'expérience de cette communauté et

d'observer certaines conséquences visibles, afin d'élaborer des questions pertinentes à poser durant les entretiens à mener avec les communautés auxquelles ils allaient rendre visite les jours suivants.

Mtubatuba – Mine Somkhele 25.8.2014

Les personnes touchées par la mine de Mtubatuba ont fait connaître les désagréments qu'ils subissent à cause d'une série de promesses brisées. Voici les problèmes essentiels :

Emplois

Promis	Reçu
80% des travailleurs engagés allaient être des habitants des communautés locales.	Bien qu'ils ne disposent pas de chiffres officiels mais les habitants de la communauté ont l'impression que les travailleurs des autres régions et provinces sont plus nombreux que les travailleurs de leur communauté. Il est difficile d'évaluer ces chiffres car ils n'ont aucune base. Durant les négociations, le nombre d'emplois créés par la mine n'a pas été révélé alors qu'il permettrait de s'assurer que cette proportion de 80% soit respectée.

Éducation/bourses scolaires

Promis	Reçu
<ul style="list-style-type: none"> • Les membres de la communauté devaient être formés aux compétences nécessaires pour les opérations d'extraction de charbon et recevoir un emploi. • Les enfants recevraient une bourse après les études secondaires • Une école devait être démolie pour faire place à la mine et devait être reconstruite avec une structure à deux étages 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans une certaine mesure. Certaines personnes formées ont été employées à la mine, mais beaucoup restent sans emploi neuf ans plus tard. • Même si, selon les réponses au protocole présentées par la communauté dans leur marche en 2012, la mine prétend avoir offert l'éducation tertiaire à un enfant, les membres de la communauté ne connaissent pas cet enfant. • Aucune bourse n'a été offerte aux enfants • Une école a été construite mais pas selon la structure à double étages promise

Développement

Promis	Reçu
Des routes d'accès en macadam allaient être construites	Aucune, les seules routes en macadam sont celles qui mènent de la route principale à la mine.

Les maisons démolies devaient être reconstruites sous forme de maisons modernes dans la même communauté	Fait, mais elles sont déjà endommagées à cause du dynamitage de la mine
Les réinhumations devaient être menées comme les funérailles d'origine et les animaux nécessaires aux rituels devaient être fournis par la mine.	Fait, mais les nouvelles tombes se sont érodées car elles étaient de mauvaise qualité. La mine s'est chargée de les restaurer.
Digues en terre pour empêcher le bétail d'accéder aux eaux polluées	Aucune, le bétail meurt à cause des eaux polluées
Crèches	Une a été reçue

L'opération minière

Dynamitage

Partout dans la communauté, des maisons se fissurent, y compris celles que la mine a fait construire, mais la réponse de la mine face aux plaintes de la population qui estime que c'est un problème essentiel est de prétendre que le dynamitage ne dépassait pas les limites autorisées. Ils prétendent donc ne pas être responsables des fissures dans les murs.

Pollution environnementale

Des images de cours d'eau empoisonnés ont été diffusées. La communauté déclare que leur bétail en meurt. À nouveau, la communauté n'a pas les ressources nécessaires pour le prouver scientifiquement, mais leurs animaux meurent malgré tout et la mine prétend ne pas être responsable.

La poussière noire de charbon est visible à l'œil nu par jours clairs mais la mine prétend respecter les normes environnementales en vigueur.

En plus de ces promesses brisées ou remplies à moitié, les habitants souffrent également de problèmes respiratoires ou cutanés. Ils savent que ces problèmes viennent de la mine mais ne savent pas le prouver scientifiquement. Ils se sentent incapables de faire quoi que ce soit face au géant qu'est cette mine.

Leçons apprises à Mtubatuba 26.8.2014

Selon le Révérend Mavuso, l'équipe qui s'est rendue à Mtuba n'était pas suffisamment préparée. Lorsqu'il l'a remarqué, il a décidé que le lendemain, il allait analyser l'expérience de Mtuba et préparer l'équipe aux séjours suivants.

- **Mfanefile & Matshansundu 27.8.2014**
- **Mfanefile**

À Mfanefile, les observations ont montré que le terrain avait été énormément foré et que des routes avaient été ouvertes. Un des trous avait été percé dans un cours d'eau que les habitants utilisaient pour leur consommation. Ils avaient peur d'être forcés à déménager. Il était apparent qu'ils n'aimaient pas la situation actuelle mais ne disaient rien car ils espéraient être embauchés.

- ***Matshansundu***

En arrivant à Matshansundu, des véhicules de société bloquaient la route menant à la communauté. L'équipe a décidé de laisser leur voiture à une certaine distance et se sont rendu au village à pied pour y mener des entretiens avec les foyers individuels. Tous les habitants étaient mécontents.

Rédaction du rapport 28.8.2014

Le 28 septembre, l'équipe a rédigé et finalisé le rapport qui a été remis le lendemain, le 29 août 2014.

Philani Mkhize

Reverend Mbhekiseni Mavuso

Histoire et objectif de l'organisation

Khanyisa Education and Delevopment Trust (Khanyisa) a été fondé en 1990 par le conseil d'administration pour combler le besoin d'amélioration de l'éducation des noirs qui avait été négligée sous l'apartheid. En 1993, il a changé sa mission et cherche désormais à développer des institutions où les pauvres peuvent se pencher sur le problème de la pauvreté et du sous-développement en renforçant les capacités des autorités locales et des structures communautaires à comprendre leurs droits socio-économiques et politiques en identifiant les ressources naturelles, et en faisant campagne pour les politiques qui améliorent la transformation sociale. L'objectif principal de Khanyisa est d'établir une société qui répond aux besoins des pauvres et des marginalisés.

Zones d'opération

Khanyisa opère au niveau local dans trois différentes municipalités, Sundays River Valley, Kouga et Nelson Mandela Metropolitan. Les bénéficiaires principaux des activités organisées sont les membres marginalisés au niveau social et économique des zones dans lesquelles nous opérons. Ces dernières années, notre organisation a essentiellement agi en faveur des femmes et enfants des segments marginalisés de la population.

Actions entreprises par l'organisation

- Lobbying et plaidoyer pour avoir accès à l'eau, la terre et pour être soutenu au niveau de l'agriculture
- Lutte contre l'insécurité alimentaire (création de crèches, de jardins et formations aux techniques agricoles agroécologiques)
- Conception de projets
- Création de forums pour femmes et enfants
- Formations et ateliers sur la justice sociale et économique
- Documentation et publication
- Ateliers sur le leadership
- Programme de développement sur le genre et le leadership
- Recherche sur les fermiers

Des formations sont organisées dans les zones où nous opérons et où nous nous trouvons (car nos locaux y sont accessibles). Nos partenaires sont d'autres organisations (Zingisa, Masifundise et Umthathi), des réseaux tels que d'autres ONG, des syndicats de service de support légal et des universités (NMMU Rhodes, CANRAD, CIPSET, Numsa).

Quel changement avons-nous apporté ?

Les membres des communautés touchées par nos programmes sont plus conscients des programmes et activités du gouvernement.

Nombre de femmes ont endossé des responsabilités et des rôles de leadership dans les communautés d'où elles viennent et participent aux forums et structures communautaires comme les forums de police communautaire, les comités de la santé, programmes de sécurité sociale et organes directeurs d'écoles et aux structures et initiatives communautaires, etc.

Dans certains cas, les bénéficiaires de nos programmes ont été choisis pour remplir des postes de membres de comités de gestion et conseillers municipaux.

Les participants de nos programmes ont été capables d'endosser des rôles de leadership et de s'attaquer à des problèmes communautaires tels que la violence envers les femmes et les enfants, le soutien social aux individus vulnérables, le rejet de la mise en place de politiques gouvernementales injustes au niveau communautaire.

Les membres des communautés avec lesquelles nous travaillons ont davantage confiance en eux et sont capables d'articuler leurs problèmes plus clairement.

Nous avons à notre disposition des formateurs en pratiques agricoles agroécologiques.

Défis à relever

- Inégalité dans le niveau d'organisation des groupes et au niveau du leadership
- Décalage dans la participation de différents membres de groupes, car certains doivent subsister comme ils peuvent, par exemple en travaillant de façon saisonnière
- Dynamique de groupe dans certains des projets que nous soutenons
- Leadership d'un parti au pouvoir au niveau local perçoit notre intervention comme une menace

Leçons apprises et réactions aux difficultés

- Nous concevons des programmes spéciaux pour réagir aux sujets tels que le développement de leadership et d'organisation et les ateliers de gestion de conflit, pour faciliter les visites sur le terrain.
- Nous incitons les participants à gérer le décalage de participation.
- Mobiliser les communautés est un processus long et minutieux et exige donc d'être extrêmement investi et patient.
- Mobiliser les communautés n'est pas sans difficulté et requiert donc un support et une intervention permanents.
- Nous avons l'occasion de réfléchir à notre travail et nous pensons qu'il est bénéfique pour l'avenir.

Simphiwe Dada Mzikazi Mzako

Lawyers for Human Rights (LHR)

Projet de sécurité pour les travailleurs agricoles, Upington

Lawyers for Human Rights (LHR) est une organisation de défense des droits de l'homme indépendante qui est active depuis 35 ans dans le militantisme pour les droits de l'homme et les litiges d'intérêt public en Afrique du Sud. LHR est formé de différents services. Le bureau d'Upington de LHR s'occupe du projet de sécurité pour les travailleurs agricoles, qui fait partie du programme d'aménagement des terres et du logement.

LHR est en train de concevoir un dossier visant à améliorer la qualité de l'eau potable et l'eau des ménages fournie aux travailleurs agricoles. Les foyers de nombre de ces travailleurs reçoivent de l'eau par des canaux d'irrigation ouverts prévus pour l'agriculture. Cette eau est non-traitée et contient une quantité considérable de polluants et impuretés. En partenariat avec son programme de droits environnementaux, le bureau d'Upington a mené une série de sondages dans plusieurs zones des environs d'Upington pour déterminer l'étendue des problèmes d'accès à l'eau potable des travailleurs agricoles. Une ferme en particulier avait un accès à l'eau déplorable. Ses résidents, des femmes, hommes, enfants et personnes âgées, vivaient dans l'une des plus grandes fermes commerciales de la région de Keimoes.

Alors que LHR écrivait son dossier, des patrons de fermes se sont attaqués à deux familles. Ils ont ôté la porte de leurs maisons, ont pris leurs possessions et ont déversé du fumier devant leurs fenêtres. Ces actions étaient apparemment une forme d'évincement constructif et de vengeance contre les résidents qui avaient cherché à obtenir de l'assistance juridique pour améliorer leurs conditions de vie.

Les familles ont expliqué à LHR que leur situation était insupportable à cause des actions des patrons de fermes et nous ont priés de les aider. À cause de difficultés financières et parce que c'était loin, les clients n'ont pas pu nous rendre visite, donc nous sommes allés à eux. Certains d'entre eux n'avaient pas eu congé, donc nous avons dû attendre six heures du soir pour pouvoir commencer à travailler.

Le bureau d'Upington leur a fourni un formulaire de spoliation urgent. Nous avons été contacté par l'avocat de la ferme peu après avoir remis les documents judiciaires. Celui-ci a suggéré de régler le différend en rendant à nos clients leurs portes et leurs possessions et en retirant le fumier. Cette proposition a été acceptée.

Les clients nous ont par la suite fait savoir que tout était de retour à la normale et nous ont remerciés pour l'aide que nous leur avons apportée. Les deux familles concernées vivent toujours dans les mêmes maisons et n'ont pas subi de harcèlement ou d'intimidation depuis.

Nous avons observé un changement ces dernières années. Les gens connaissent mieux leurs droits en matière de législation et les défendent en obtenant de l'assistance et des conseils juridiques et en contactant des tribunaux pour qu'ils confirment ces droits et leur garantissent une protection juridique.

Celestine Selborne

NAMKO se situe en Afrique du Sud dans la province de Cap-du-Nord dans le district Namaqua dans la municipalité de Nama Khoi. Le bureau de NAMKO se trouve à Okiep à 11km de Springbok sur la N7 vers la Namibie. NAMKO est une organisation qui travaille actuellement en Namaqualand central dans les villes suivantes:

- Okiep
- Concordia
- Nababeep
- Bergsig
- Carolusberg
- Maaitjieskloof.

L'histoire de Paulina

Paulina a 52 ans. Elle est mariée à son époux depuis plus de 25 ans. Ils ont 3 enfants âgés de 22, 18 et 11 ans et vivent dans la périphérie de Concordia. Elle était coincée dans une relation abusive et l'alcoolisme a complètement brisé sa vie de famille. Son mari était un alcoolique agressif et la battait.

La situation s'est tellement détériorée que son mari a perdu son emploi dans les mines et sa fille la plus âgée a quitté l'école en 10e année (16 ans). Avec sa mère, elles ont cherché du travail pour subvenir aux besoins de leur famille, alors que le père continuait à être abusif. Paulina et ses enfants étaient terrorisés car la police et les services sociaux n'ont même pas tenté de les aider. Paulina a été perçue comme l'agresseur lorsqu'elle a tenté de riposter et de l'humilier en face d'autres personnes, mais cette approche n'a fait qu'envenimer la situation.

En novembre 2009, elle a rejoint le Inspired Women's Program. Elle était timide et avait peu confiance en elle. Elle avait du mal à parler au groupe et n'était au début pas très disposée à partager son expérience avec les membres.

NAMKO a investi dans son parcours au cours des années. Elle a suivi des programmes de formations fournis par NAMKO et d'autres partenaires. Les membres du Inspired Women's Program lui ont offert l'amour et le soutien dont elle avait besoin pour parler de sa situation. Désormais, elle connaît ses droits et elle sait comment les faire valoir. Elle a parfois invité sa fille à assister à certaines formations ou réunions.

Elle a aussi appris à gérer son mari et depuis janvier 2013, il n'a pas bu une goutte d'alcool. Ils ont tous deux suivi la formation de NAMKO en jardin potager et ont commencé leur propre jardin. Il est merveilleux de voir que tous les membres de leur famille aident dans le jardin. Leur relation s'est tellement améliorée que le père a repris le rôle de soutien de famille. Il travaille actuellement dans une société de construction. Tout va bien pour eux.

Avant Pâques 2014, Paulina a suivi une formation de conseil pour gérer l'abus lié à la consommation d'alcool et de drogues, qu'elle a appliqué à sa situation.

Changements apportés à la vie de Paulina

Paulina était confrontée à de nombreuses difficultés et a suivi plusieurs programmes de formation menés par NAMKO et des organisations partenaires. À travers ces formations, les changements suivants ont eu lieu dans la vie de Paulina.

- Sa relation avec son mari et ses enfants s'est améliorée.
- Elle est capable de parler de ses difficultés plus facilement.
- Elle donne des conseils aux personnes dans des situations similaires.

Malgré toutes ses difficultés, Paula a continué à épargner chaque semaine. Elle faisait partie d'un groupe d'épargne. Son mari et elle ont ouvert un petit commerce de briques.

Brendon Andrews

Participation communautaire à la protection des enfants au Zimbabwe

Notre histoire

Le projet a été créé à l'université Chinhoyi où ses fondateurs Mia Goos, Michel Triest et Precious Nyamukondiwa faisaient partie de l'équipe d'éducateurs.

Origine de notre nom

Le nom de notre organisation vient d'un arbre indigène appelé muhacha, qui a des vertus médicinales. Nous pensons que lorsqu'une personne rencontre notre organisation, sa vie changera pour toujours. Elle sera soignée psychosocialement et physiquement. Nous croyons en la phytothérapie et en le soutien psychosocial. Autrefois, le muhacha était un lieu de rassemblement. Nous avons foi en les personnes qui se réunissent pour agir pour leur avenir. Nous n'avons pas de bureau. Autrefois, les personnes priaient pour un repas au pied du muhacha et de la même façon, les gens viennent à nous et nous les aidons de quelque façon que ce soit, en les envoyant à d'autres partenaires dans des domaines plus spécialisés si besoin.

Notre vision

Redonner espoir aux personnes touchées et infectées par le SIDA.

Notre mission

Aider les communautés à créer des initiatives pour entraver la propagation du SIDA dans leur environnement.

Nos valeurs

Participation, autonomisation, sentiment d'appartenance, durabilité, prévention globale.

Nos programmes

Protection des enfants, soin communautaire et à domicile, phytothérapie pour le soin et la nutrition, soins palliatifs pour enfants et adolescents, support psychosocial pour adultes et enfants séropositifs, éducation sexuelle et reproductive pour adolescents, groupes de soutien psychosocial, intégration de l'égalité homme-femme dans tous nos programmes.

Notre équipe

Pamuhacha est formé de l'équipe suivante : directeur, responsable du suivi et de l'évaluation, responsable des finances, responsable des programmes, responsable du renforcement économique, animateur d'un groupe de soutien, stagiaires.

Protection des enfants et participation communautaire

Les enfants sont la clé de l'avenir et Pamuhacha travaille avec les communautés pour les amener à s'en rendre compte. Nous travaillons dans le district de Makonde. Makonde a par le passé formé des comités de protection des enfants sur ordre du gouvernement du Zimbabwe avec le département des services sociaux. Cependant, ces comités n'étaient pas efficaces et la protection des enfants n'était assurée que par l'organisme d'application de la loi qu'est la police. Les communautés ne pensaient pas qu'il était également de leur devoir de protéger les enfants et de les faire participer aux questions les concernant.

En 2003, Pamuhacha est intervenu pour aider les communautés à créer des initiatives pour entraver la propagation du SIDA dans leur région. Initialement, Pamuhacha a mobilisé des communautés en utilisant un outil appelé Talk time et les a incité à discuter du SIDA et de ce qu'ils peuvent entreprendre pour lutter contre ce fléau. Les communautés leur ont alors demandé des équipements de dépistage et ont commencé à tester la population. Certaines personnes étaient séropositives et Pamuhacha a formé des groupes de soutien. Ceux-ci étaient à l'origine prévus pour que des adultes séropositifs puissent se réunir et se soutenir psychosocialement. Ils se voyaient une fois par semaine pour partager leur ressenti et s'encourager l'un l'autre à suivre un traitement.

Après deux ans, le groupe de soutien des adultes a demandé si les enfants pouvaient être testés. Des équipements de dépistage leur ont été fournis et certains enfants se sont révélés être séropositifs. Ceux-ci ont entamé un traitement ARV. Ensuite, Pamuhacha a formé des groupes de soutiens qu'ils ont appelé Masimba, ce qui signifie « le pouvoir de vivre est en nous » et « grande puissance ». Ils ont remarqué que les enfants séropositifs et les orphelins de la région subissaient énormément de stigmatisation et discrimination.

Pamuhacha a alors souhaité relancer les comités de protection des enfants. L'objectif principal de ces comités était de défendre et protéger les droits des enfants. Ils comprennent différents intervenants, notamment la police, des enseignants, des fournisseurs de soin communautaires, des groupes confessionnels, des professionnels de la santé, des hommes d'affaires et des enfants eux-mêmes. Huit groupes de ce genre existent dans huit communautés différentes. Ils se réunissent et discutent des sujets suivants :

- L'abus sexuel
- Poursuivre les personnes qui abusent des enfants émotionnellement. L'abus émotionnel est très fréquent chez les enfants et n'est pas facile à prouver en justice comme l'abus physique ou sexuel. Ses effets restent apparents.
- L'abus physique
- La négligence. Par négligence, nous décrivons toute situation lors de laquelle les tuteurs ne fournissent pas les besoins de base aux enfants, par exemple en les laissant seuls sans surveillance à la merci d'inconnus, etc.

Certains problèmes sont directement réglés par l'intervention des comités communautaires de protection des enfants, mais certains cas doivent être transmis à la police. Les fournisseurs de soin communautaires sont formés par Pamuhacha à gérer les cas survenant dans le travail des comités de protection des enfants. Ils documentent le processus qui suit et s'assurent que les enfants reçoivent l'aide dont ils ont besoin.

Problèmes rencontrés

- Vu que ces comités sont établis dans la communauté, certains membres des comités tentent de dissimuler certains problèmes à cause de leur relation avec le coupable. Cependant, cela ne reste pas impuni lorsque des mesures disciplinaires sont prises.
- Parfois, les enfants sont trop terrorisés pour se confier.
- Les lieux sûrs pour les enfants sont rares et Pamuhacha ressent le besoin de s’immiscer dans ces endroits sûrs pour s’occuper de cas d’urgences impliquant des enfants. Par exemple, certains enfants et leurs tuteurs ne peuvent pas assister à une audience car ils n’ont nulle part où loger près du tribunal. C’est en général le cas des enfants de régions rurales. Certains enfants finissent par dormir dans les rues parce qu’ils se sont enfuis de chez eux, où ils étaient abusés. Certains ont simplement besoin d’une bouffée d’air frais et veulent réussir à accepter leur vie difficile. Il est difficile de leur trouver un espace sûr.
- L’ingérence politique lors de la gestion d’un conflit communautaire entrave le progrès dans les cas à résoudre au niveau communautaire.
- Les ressources pour s’assurer que les besoins des enfants sont comblés sont insuffisantes.

Progrès et importance

- Pour s’assurer que les enfants soient entendus, Pamuhacha a entamé des programmes des droits de l’enfance dans les écoles. Ces programmes existent pour sensibiliser les enfants à leurs droits et devoirs. Des activités sont organisées une fois par trimestre. Pamuhacha a aussi placé des boîtes à suggestion dans les écoles où les enfants peuvent y signaler des cas de façon anonyme. L’association a également formé des clubs pour enfants pour offrir aux enfants un espace où ils peuvent parler de leurs problèmes et recevoir de l’aide. Les clubs se réunissent régulièrement. Des camps pour enfants ont également lieu une fois par an afin de créer un espace où les enfants peuvent signaler des cas et recevoir un soutien psychosocial.
- Pamuhacha a également formé des comités de protection menés par des enfants. Ces comités, pour l’instant au nombre de deux, sont établis dans des écoles secondaires. Ils existent pour que les enfants délibèrent des problèmes des droits de l’enfant ressentis par d’autres enfants et ensuite agissent sur ces problèmes.

Pamuhacha pense qu’il est possible de fournir un espace sûr aux enfants qui ont besoin d’aide. Nous y travaillons et espérons qu’un jour nous pourrons avoir un point de rencontre où les enfants auront accès aux services nécessaires.

Precious Nyamukondiwa

Mutxe Mauhy

Pietermaritzburg Agency for Community Social Action (PACSA)

PACSA et l'équipe de recherche de la politique des soins de santé

Histoire

Pietermaritzburg Agency for Community Social Action (PACSA) est une ONG confessionnelle de justice sociale et de développement fondée en 1979, qui opère dans les domaines des droits socio-économiques, de l'égalité des sexes, de la promotion de la jeunesse, de la subsistance et du VIH/SIDA. Nous coopérons avec 18 organisations communautaires (partenaires communautaires) dans le district d'uMgungundlovu, en KwaZulu-Natal, en Afrique du Sud. Notre travail et notre pratique visent à rehausser la dignité humaine et à améliorer les capacités des groupes qui luttent pour fournir des espaces dédiés aux coutumes et pour être solidaires en tentant d'atteindre leurs objectifs de développement. Nous pensons qu'il faut façonner dès à présent les principes que nous voulons voir appliqués à l'avenir. Si nous voulons vivre dans un monde où chacun est libre de parler, où il est écouté et traité avec dignité, où les gens prennent leurs propres décisions concernant leur vie et leur développement, dans un monde où la justice et l'égalité règnent, alors nous devons appliquer ces principes au quotidien dans notre travail. Pour nous, un principe primordial est que chacun ait le droit de penser, de parler et d'agir. Cette histoire explique ce que cela veut dire en pratique.

En 2013, PACSA a été contactée par Monash-Oxfam (Australie) pour concevoir et tester un modèle de participation aux politiques publiques pour augmenter la sensibilisation et l'accessibilité à la politique auprès des communautés dans le district d'uMgungundlovu, en KwaZulu-Natal, en Afrique du Sud. Nous devons utiliser la réforme de l'assurance des soins de santé (NHI) comme outil sur lequel baser notre travail. La réforme de l'assurance des soins de santé est une nouvelle politique gouvernementale qui veuille à ce que tous les citoyens aient accès à des soins de santé publics gratuits et de qualité.

PACSA était très heureux de participer à ce projet. Il nous offrait l'espace nécessaire pour concevoir un type de modèle de recherche adapté au contexte qui reposait sur les principes que, en tant qu'organisation, nous souhaitions de plus en plus appliquer. Était-il possible de créer quelque chose qui nous garantissait l'intégrité, qui est notre maître-mot, et de se servir de cette occasion pour réfléchir de façon critique à ce que nous avons appris en vue de consolider nos principes ? Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que ce projet nous offrait des possibilités potentiellement infinies d'en apprendre davantage sur notre fonctionnement en tant qu'organisation et sur notre relation avec nos partenaires communautaires, tout en essayant de nouvelles méthodologies qui mettent des gens ordinaires au cœur de la recherche d'action et donne de la valeur à leur lutte.

Nous sommes également heureux que le projet nous ait permis d'entendre ce que les gens avaient à dire sur la façon dont ils ressentaient la démocratie et d'en savoir plus sur la politique des soins de santé. Du peu que nous en savions, cette politique semblait pouvoir changer les choses dans la vie des citoyens d'Afrique du Sud qui comptent sur le secteur des soins de santé.

Bref résumé de l'histoire de l'équipe de recherche de l'assurance des soins de santé

En 2013, PACSA a partagé ses idées avec trois partenaires communautaires qui travaillaient dans le domaine des soins de santé pour discuter de l'utilité potentielle du projet. Les trois partenaires étaient ancrés dans les communautés où ils travaillaient et ont été capable d'optimiser l'utilisation de l'information et du dialogue sur l'assurance des soins de santé pour à l'avenir participer aux politiques publiques et les promouvoir. Abanqobi's Men's HIV Support Group, uMphithi Men's Network et Springs of Hope HIV Support Network ont tous trois accepté de faire partie du projet. Ces trois partenaires ont chacun élu trois membres pour faire partie de l'équipe du projet. Au total, avec PACSA, nous étions dix. Aucun d'entre nous n'avait travaillé avec les autres membres du groupe par le passé et nous nous connaissions très peu.

La membre de PACSA gérait le projet et, comme nous le faisons d'habitude, utilisait ce qu'on appelle le processus de facilitation pour accompagner l'équipe. Elle n'avait aucune expérience dans le domaine des soins de santé publics et ne savait rien de la politique de santé publique. Les neuf membres de l'équipe avait une vaste expérience avec le système de soins de santé publics mais, comme PACSA, savaient peu de la politique de ce système. Durant leur première réunion, ils se sont fait part de leurs inquiétudes entre eux. La membre de PACSA a avoué qu'elle était la moins expérimentée pour guider les autres sur le contexte et la politique. Ils ont discuté des conséquences potentielles de leur inexpérience et ont tous convenu qu'ils parviendraient à trouver une solution en y réfléchissant. Ensuite, ils ont fait ce que tout groupe qui se respecte devrait faire lorsqu'il est dans l'incertitude : ils se sont donné un nom impressionnant, l'équipe de recherche de la politique des soins de santé. Xolani Nsele, qui se trouvait par hasard en tête de table, a été désigné président. Il devait ouvrir et clôturer les sessions. L'équipe avait désormais un nom et une certaine forme d'ordre. Avant de clôturer la réunion, nous nous sommes mis d'accord sur un principe non négociable : il nous fallait toujours laisser une part à l'amusement, et ce à chaque réunion.

Lors de la rencontre suivante, ils ont analysé les compétences nécessaires pour obtenir les résultats du projet souhaité. L'équipe se sentait confiante et capable de concevoir un nouveau modèle avec la consultation nécessaire qui créerait des espaces où les personnes pourraient penser et parler. Vu que neuf membres de l'équipe sur dix avaient déjà une certaine expérience avec le système de soins de santé public, nous savions que nous pourrions poser les bonnes questions pour laisser aux participants la liberté de réfléchir aux problèmes présents dans le système de soins de santé public actuel, à leurs causes, aux solutions possibles, et ainsi avoir une idée de ce à quoi le système de soins de santé public pourrait ressembler à l'avenir.

Lors de chaque réunion, ils identifiaient de nouveaux problèmes, notamment le problème majeur du fossé de leurs compétences. Ils devaient développer leurs propres connaissances sur le contenu de la politique des soins de santé pour concevoir une consultation correcte et fournir une composante formatrice sur l'assurance des soins de santé, afin que les participants reçoivent les outils nécessaires pour l'aborder et la critiquer. Au lancement du projet, un consultant de Monash-Oxfam (Australie) est venu nous donner un aperçu de la politique des soins de santé pour la résumer. La formation succincte et les documents fournis n'ont pas suffi à nous offrir toutes les informations nécessaires ou à permettre à l'équipe de formuler des questions importantes pour aborder la politique correctement. L'équipe a discuté longuement d'un moyen d'attirer un autre expert des soins de santé pour les former et leur

fournir de la documentation plus complète. L'option a été contestée. Nous ne savions pas si nous pouvions faire confiance à un nouvel expert davantage qu'au précédent. L'équipe a débattu des conséquences de cette option. Le nouvel expert était-il vraiment un expert ? Même s'il était compétent, accepteraient-ils d'intégrer un inconnu pour gérer les sessions de formation dans les consultations ? Accepteraient-ils de ne pas effectuer la formation eux-mêmes ?

Les discussions ont ensuite touché à ce qu'ils pensaient de la réflexion et de l'apprentissage, et à qui ils considéraient comme expert. Ils étaient aidés par leurs conversations antérieures sur ce qu'est au fond la consultation et sur la façon dont ils vivent la démocratie. Ils n'étaient pas simplement des canaux de communication, et la consultation était plus que recevoir des informations. Il s'agissait en fait de les critiquer et de les remettre en question (et pas seulement les questions cherchant à clarifier les choses), de se poser les questions importantes sur le processus, le contenu et le contexte, et accepter le doute et les inquiétudes. Ils se sont posé les vraies questions, telles que : « Sommes-nous incapables de penser et d'apprendre ? Nous avons de l'expérience. Nous sommes capables de trouver le sens des choses, d'établir des théories et des réflexions. Est-il impossible pour nous de nous renseigner sur l'assurance des soins de santé ? Nous savons lire et réfléchir à ce que nous lisons. Nous sommes aussi capables de remettre en question nos interprétations. »

Nous avons finalement décidé d'en apprendre davantage sur l'assurance des soins de santé nous-mêmes, et l'équipe s'est basée sur la théorie pédagogique de Jacques Rancière et a décidé d'apprendre en commun. Le principe de base de cette approche est qu'il n'est pas nécessaire de connaître un sujet pour l'enseigner. Il faut simplement faciliter l'espace, fournir du soutien et poser les questions nécessaires à l'apprentissage. L'équipe s'est structurée et a décidé d'organiser des rendez-vous hebdomadaires pour réfléchir et étudier ensemble, et tous se sont engagés à lire et critiquer les documents disponibles sur l'assurance des soins de santé dans le contexte de l'expérience démocratique en tant que type de groupe d'étude.

Chaque semaine, ils lisaient des documents relatifs à la politique, l'assurance des soins de santé ou tout ce qui concerne la santé, et en discutaient lors de la réunion. Ils ne parlaient pas des informations lues mais des questions qu'ils se posaient après les avoir lues, de leur importance et de leur relation avec ce qu'ils avaient vécu.

Le résultat de leur étude en commun était satisfaisant. Tous les membres de l'équipe étaient désormais capables de poser des questions pertinentes sur l'assurance des soins de santé et sur les soins de santé publics. Vu que chacun d'entre nous était capable d'expliquer le fonctionnement du système de soins de santé public et les défis auxquels il est confronté, le procédé axé sur les questions plutôt que l'information a permis à des espaces d'être créés, où ils ont pu commencer à entamer la critique de ce qu'ils avaient lu et discuter de la citoyenneté et de la démocratie. Cette approche leur a permis de fournir le contenu sur le système de soins de santé durant les consultations et les questions reçues à ce sujet étaient le résultat d'un apprentissage, d'une interprétation et d'une critique commune. Le contenu était ancré dans son contexte et dans l'expérience des membres.

Les consultations avaient lieu avec deux autres groupes communautaires dont le travail s'axait sur le droit aux soins de santé. Ces consultations permettaient de partager l'information et les méthodologies qu'ils avaient également apprises en s'attaquant à la politique des soins de santé de façon à ramener le pouvoir aux groupes qui souhaitent se renseigner sur les assurances de soin de santé et se servir des idées, questions et concepts de l'assurance des soins de santé dans leur communautés. Cette équipe se rendait également dans les hôpitaux où les projets pilote de l'assurance des soins de santé avaient été lancés, tantôt pour observer, tantôt pour jouer un rôle plus actif avec les représentants. Ils ont partagé, examiné et abordé toutes ces observations lors de leurs réunions afin de savoir si la politique était adéquate pour fournir aux citoyens ordinaires des services de soin de santé où ils seraient traités dignement.

Pour ramener le pouvoir au peuple, il faut être conscient de l'endroit où ils se trouvent et partir de là. Le débat de la participation citoyenne est parfois confondu avec l'idée de se rendre à des endroits où on reçoit des informations sans les examiner. Cependant, cette forme de participation citoyenne a des problèmes. Les citoyens ne comprennent pas toujours ce dans quoi ils s'engagent et le niveau d'information est en général trop élevé pour que les citoyens puissent s'y identifier. Un des enseignements principaux de la consultation sur l'assurance des soins de santé cette année a été de comprendre la différence entre être informé et être consulté. Un autre élément essentiel a été de pouvoir développer leur propre outil de formation et une méthodologie de consultation. Bien sûr, cela veut dire que les progrès de l'équipe de recherche de la politique des soins de santé ont été lents, mais délibérés afin de construire une citoyenneté consciente et de coopérer avec d'autres une étape à la fois vers leurs objectifs.

Le changement social qu'ils ont vécu en tant qu'équipe a modifié la façon dont ils préparent, envisagent et mettent en place les consultations. Nous structurons les consultations autour des mêmes principes sur lesquels nous nous organisons nous-mêmes et nous avons trouvé cela libérateur. Nous avons fourni un vrai espace où les gens peuvent réfléchir et parler. Nous avons teinté les discussions de l'expérience de chacun des participants. Les gens se sentaient suffisamment confiants pour discuter des détails. Lorsque nous avons dû former les gens sur l'assurance des soins de santé, nous ne nous considérons pas des experts mais des personnes qui avaient appris lentement et réfléchi à ce que la politique voulait vraiment dire. Nous avons fourni l'information avec douceur et avons créé un espace pour des dialogues riches sur les questions des participants, pas tellement sur le contenu mais sur le type de questions que l'information suscitaient.

Madalitso Mtine

Siyabonga Ntuli

Centre Sinomlando pour l'histoire orale et le travail de mémoire en Afrique

Projet de pairs – un projet pilote

Sinomlando est un mot zoulou qui signifie « nous avons une histoire ». Nous luttons pour que les personnes dont les souvenirs ont été oubliés, réduits au silence ou traumatisés regagnent leur histoire et acquièrent de la résilience.

L'approche de Sinomlando dans le travail de mémoire

Dans bien des cultures, on apprend aux enfants à ne pas poser de questions. Les parents ou tuteurs pensent que leurs enfants sont trop petits ou pas assez matures pour comprendre par exemple leur séropositivité. Sinomlando part du principe qu'il est bon que l'enfant connaisse sa famille et son histoire personnelle, même si celle-ci est douloureuse, à condition qu'il soit possible de lui raconter cette histoire dans un environnement confortable libre de tout jugement. C'est dans ce genre de cadre que les adultes et enfants peuvent avoir une discussion bénéfique autour de problèmes difficiles et exigeants comme la maladie, la mort et la perte. Les enfants ont le droit d'avoir accès à des espaces sûrs dans leurs familles pour discuter des problèmes pertinents dans leur vie.

C'est en comprenant leurs vies, même si elles sont traumatisantes, que les enfants acquièrent de la résilience. La résilience est la capacité des enfants à réaliser leur plein potentiel même si eux-mêmes ou leurs parents sont séropositifs, malades ou décédés. Ce dialogue les aide à maintenir un certain contrôle sur leurs vies et à commencer à reconstruire leurs histoires.

L'approche de soutien psychosocial du travail de mémoire fonctionne sur base des concepts suivants : le dialogue ou la communication entre générations, la validation des sentiments et la recherche de sens.

Dialogue entre générations : le rôle du parent ou tuteur est essentiel pour que le dialogue ou la communication s'établisse entre lui et l'enfant ou adolescent. Dans la plupart des cas, les parents ou tuteurs de l'enfant connaissent son histoire et son statut de séropositif potentiel.

Validation des sentiments : le diagnostic de séropositivité suscite toutes sortes d'émotions, notamment la peur et l'impression d'avoir perdu quelque chose. Les enfants séropositifs ont par exemple peur d'avoir perdu leur état de base ou leur état d'avant le diagnostic, leur intégrité, leur espoir pour l'avenir. Ils ont alors peur d'être rejetés et de perdre leurs amis et leur famille. Il est important qu'un adulte de confiance valide leurs sentiments.

Recherche de sens : La communication dans un espace sûr et la validation de leurs sentiments par un parent ou adulte de confiance aident les enfants et adolescents à peu à peu regagner le contrôle et reconstruire leurs vies. Ce processus les aide à trouver un sens à la vie et à supporter l'existence.

Projet de pairs

L'avènement du traitement antirétroviral (ARV) a permis à des enfants séropositifs de parvenir à l'adolescence et à la vie adulte (OMS, 2010). Cela peut dire que la population d'adolescents séropositifs de naissance est en augmentation. Il est inquiétant de savoir que beaucoup d'entre eux ne sont pas au courant de leur statut de séropositifs, l'apprennent par hasard ou en sont informés tard, après des années de traitement ARV. Parfois, on ment aux enfants et adolescents sur leur traitement en prétendant qu'il s'agit de pilules pour l'énergie ou de multivitamines. Révéler leur séropositivité aux enfants et adolescents est un élément essentiel de leur traitement VIH. Ne pas leur révéler peut avoir des conséquences néfastes et mettre en danger leur propre vie et celle des personnes qui les entourent.

Depuis 2001, le centre Sinomlando a lancé un modèle de soutien psychosocial pour les enfants ayant subi des pertes (en particulier dans le contexte du VIH/SIDA mais pas seulement) appelé le travail de mémoire. Cette méthode utilise la méthodologie de l'histoire orale sous forme narrative, de même que d'autres techniques telles que le travail de l'histoire de sa vie et la thérapie du récit. L'approche de Sinomlando dans le travail de mémoire comme soutien psychosocial est centré sur la famille et l'enfant. Comme dans d'autres cas, Sinomlando implique les tuteurs du pair dans le projet de pairs car la révélation de leur séropositivité à un enfant ou adolescent est par nature complexe. Le processus exige la coopération de toutes les personnes impliquées.

En 2010, Sinomlando a reçu une subvention pour offrir le travail de mémoire comme forme de soutien psychosocial aux adolescents séropositifs et à leurs parents et tuteurs dans un projet appelé Onjengami. En 2013, Sinomlando a lancé un projet de pairs pour les adolescents séropositifs. Le projet pilote était initialement prévu pour 5 filles, mais a démarré avec 8 garçons à la place, car les garçons ont été plus rapides que les filles dans leurs réponses.

Les critères appliqués pour recruter les adolescents étaient qu'ils soient séropositifs et suivent un traitement antirétroviral. Ils ont dû suivre un camp de travail de mémoire de quatre à cinq jours. Peu à peu, des filles ont également été recrutées. Actuellement, le projet est composé de 8 filles et de 12 garçons, dont les âges sont compris entre 12 et 20 ans.

L'objectif du projet de pairs est de fournir un soutien aux adolescents séropositifs au fur et à mesure qu'ils deviennent des jeunes adultes. L'adolescence est une étape complexe du développement caractérisée par des changements comportementaux, psychosociaux, psychologiques et cognitifs. Cette période déjà compliquée l'est d'autant plus si l'adolescent est séropositif, car il doit gérer son traitement en plus de cette situation. Ce soutien lui est offert via un programme d'entraînement qui inclut des formations concernant les droits de l'enfance, les responsabilités, le respect, le leadership et la formation d'équipe. Ces compétences permettront aux adolescents participants de s'ajuster aux changements dans leurs vies et de soutenir d'autres enfants et adolescents séropositifs. Le projet de pairs encourage la participation des enfants et permet aux adolescents d'être impliqués dans la conception de projets et d'activités ayant pour objectif de les soutenir. L'autonomisation et l'habilitation des adolescents séropositifs permettront à ce projet d'être durable.

Pour que ce projet soit mené à bien, les parents et tuteurs sont également formés et soutenus, afin de pouvoir mieux connaître les façons dont ils peuvent eux-mêmes soutenir les adolescents.

Témoignages

1. Collectifs

Après quelques ateliers et formations, les pairs ont visité l'hôpital local en groupe dans le but d'y recruter d'autres adolescents séropositifs pour les camps. Durant le recrutement, ils ont volontairement révélé leur séropositivité aux pairs qu'ils ont rencontrés à l'hôpital. Les autres enfants séropositifs ont immédiatement réagi et se sont inscrits aux camps. Certains adultes qui se trouvaient à l'hôpital ont également manifesté un intérêt pour les sessions pour adultes séropositifs.

Durant une visite des pairs à l'hôpital, une adulte hésitait à révéler à son petit-fils qu'il était séropositif. Lorsqu'il a entendu parler de la situation, un adolescent de 17 ans s'est proposé pour discuter avec cette dame, si elle le voulait bien. Elle a accepté de recevoir ses conseils.

Il lui a respectueusement expliqué ce qu'il savait et a partagé sa propre expérience et la peine qu'il avait ressentie en ignorant qu'il était séropositif pendant une grande partie de sa vie. Après environ une demi-heure de discussion, elle s'est sentie prête à révéler à son petit-fils qu'il était séropositif.

2. Individuels

Sipho Hadebe (nom modifié) a 13 ans. Il avait l'air d'en avoir 9 car il avait un retard de croissance et parlait à peine. Au début du camp, il n'avait même pas l'air de comprendre les instructions. Il ne disait pratiquement rien lors des sessions d'évaluation. Il était renfermé sur lui-même. Le troisième jour de camp, il a commencé à s'ouvrir un peu. Le matin du dernier jour de camp, durant une session de contrôle, il a avoué qu'il ne se sentait pas très bien, mais qu'il était heureux d'être au camp avec d'autres enfants comme lui.

Plus tard, lors du recrutement des pairs, il a manifesté de l'intérêt. Le premier jour de la première rencontre avec les pairs, il a rejoint un de ses pairs qui venait d'être recruté et est allé à la réunion avec lui. Durant cette réunion, il était changé. Il paraissait confiant, s'exprimait clairement, et montrait qu'il était heureux de pouvoir participer au projet.

Lors d'une réunion avec les parents et tuteurs des pairs, la mère de Sipho Hadebe a témoigné des changements qu'elle observait dans la vie de son fils.

« Je ne sais pas ce que vous lui avez fait, mais il a changé. Il était tellement réservé que je ne savais pas quoi faire de lui. C'est un garçon loyal et il l'a toujours été mais il ne me parlait jamais de rien. Maintenant, on parle et on rit ensemble. Il cuisine pour ses frères et sœurs quand je ne suis pas là. Il me parle même de l'école, de ce qu'il trouve difficile en cours, etc. Mon fils n'est plus le même et c'est grâce à vous. »

Conclusion

Le projet de pairs a attiré plus de garçons que de filles, ce qui est inhabituel pour la plupart des camps organisés pour les adolescents séropositifs. Les pairs étaient intéressés, se sont engagés et se sont appropriés le projet.

Le projet de pairs est soutenu par les parents et tuteurs des adolescents concernés. Sinomlando coopère avec les familles pour créer un environnement de soutien aux enfants séropositifs sous traitement ce qui leur assurera, espérons-le, une bonne transition vers l'âge adulte.

La vision à long terme de Sinomlando pour son projet de pairs est de répliquer cette approche pour des projets impliquant d'autres enfants vulnérables.

Gracia Nokhaya Makiwane

Bonjour à tous

Le centre d'excellence Sunflower est une organisation à but non-lucratif. Son siège se trouve dans la province de Mpumalanga à Hammarsdale. Hammarsdale a souffert de la violence politique à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Le centre d'excellence Sunflower organise différentes activités d'initiation au sport et à la culture pour la jeunesse. L'organisation a été fondée par M. SV Malinga, éducateur en école publique. Il a d'abord créé une équipe de football et a ensuite demandé aux membres de le rejoindre, dans l'espoir de créer un centre pour les enfants et adolescents de la communauté de Hammarsdale.

L'organisation propose d'une part des activités et sert d'autre part de refuge (école Ingede) pour les jeunes qui ont du temps libre. Nous coopérons avec la plupart des écoles locales, bureaux de police, hôpitaux, conseillers locaux et avec notre municipalité locale pour lutter contre la consommation de drogue, les grossesses accidentelles et la pression sociale, afin de garder les jeunes occupés.

En période de congés, l'organisation était en service car nous ne voyions pas pourquoi les jeunes partiraient alors que les vacances duraient si peu de temps. Les membres organisaient des réunions et nous occupions les jeunes avec différentes activités. Nous avons été confrontés à un problème : certains jeunes qui étaient censés travailler pendant les vacances ne sont pas venus. Nous n'avons pas réussi à maintenir la relation de travail avec les éducateurs car ils étaient en congé.

Les jeunes ne venaient pas aux activités quotidiennes, ou s'ils venaient, étaient en retard et parfois trop ivres pour pouvoir participer. La consommation de drogue est un défi auquel notre communauté dans son ensemble est confrontée et il a donc eu une incidence sur notre organisation également.

Juste après les vacances, l'organisation a décidé de tenir une réunion obligatoire pour tous les membres. Nous avons consulté les différentes parties intéressées et les avons invités à la réunion à l'école Ingede Senior Primary Hall. Tout le monde était invité car nous voulions entendre les idées de chacun pour améliorer l'organisation.

Les problèmes que nous avons rencontrés ont été les suivants :

- Gestion du temps
- Consommation de drogue
- Participation

Durant cette seule réunion, nous avons reçu des idées très intéressantes des participants, ce qui nous a prouvé que tout est possible en coopérant. La réunion a été un vrai succès et nous a au final appris qu'il faut être ferme en parlant à la jeunesse et qu'il faut toujours maintenir un suivi des jeunes lorsqu'ils sont chez eux pendant les vacances, pour s'assurer que tout ce passe bien. Les jeunes et les membres ont commencé à s'intéresser aux activités et cela nous fait particulièrement plaisir que cet intérêt leur soit venu spontanément.

Notre façon de communiquer au sein de l'organisation s'en est vue changée. Désormais nous sommes plus formels et nous gardons à l'esprit que tous les membres ne sont pas toujours disponibles et ont leurs propres engagements. Il est absolument essentiel pour nous de bien gérer notre temps. Après cette expérience, nous avons l'impression d'avoir progressé, tout en gardant à l'esprit que Rome ne s'est pas faite en un jour.

La consommation de drogues reste un défi mais nous sommes en tout cas parvenus à éduquer la jeunesse et à les faire participer à davantage d'activités pour qu'ils ne restent pas dans les rues à s'ennuyer. Nous avons invités de nouveaux jeunes à faire partie de notre centre et nous espérons patiemment que notre communauté fera son possible pour passer le mot et faire venir la jeunesse à notre organisation.

Au final, tout ceci nous a fortement rapproché des personnes avec qui nous travaillons. Nous appelons parfois juste pour savoir si les enfants vont bien, pour surveiller leurs progrès et pour savoir ce qu'ils font exactement après l'école, mais également pour inspirer le respect et pour les convaincre qu'il vaut mieux qu'ils restent chez eux lorsque la consommation de drogue et la violence restent élevées dans notre communauté.

Merci à tous.

Thulile Hlengwa

Thobile Cibane

Surplus People Project (SPP)

Participation citoyenne, démocratie et conception de projets

L'occupation des territoires et la lutte pour trouver des solutions par l'association des agriculteurs Ithemba

Les membres de l'association des agriculteurs Ithemba (Ithemba Farmers Association, IFA) occupent de façon informelle des territoires appartenant à l'état près d'Old Faure Road, à Eersterivier, dans le Cap-Occidental depuis plus de dix ans. Les fermiers sont essentiellement sans emploi et sans domicile et viennent de la région d'Eersterivier. L'IFA a été fondée en 2007 pour organiser les agriculteurs paysans et protéger leurs droits et intérêts. La plupart d'entre eux sont des agriculteurs de subsistance qui produisent des légumes, du bétail (vaches à lait, cochons, chèvres), de la volaille, etc.

Le département des établissements humains (Department of Human Settlements, DHS) du gouvernement provincial du Cap-Occidental possède la propriété et considère les agriculteurs paysans qui s'y sont installés comme des occupants illégaux. Le DHS a tenté de trouver d'autres terrains pour les occupants qui veulent se servir d'une partie de la propriété de la ville de Cape Town pour y établir une zone de déménagement temporaire selon le Less Formal Township Establishment Act (N° 113 de 1991) pour fournir des logements d'urgence. En 2010, le DHS a tenté d'évincer les agriculteurs paysans d'Ithemba et les membres de l'IFA ont transmis un message urgent à la haute cour du Cap-Occidental en juin 2010 dans lequel ils cherchaient à empêcher le gouvernement provincial de commencer à mettre en place le développement immobilier qui toucherait environ 157 agriculteurs et 315 personnes.

Après de longues négociations avec les agriculteurs d'Ithemba, le gouvernement provincial a réglé les procédures juridiques. Les négociations ont eu lieu entre le gouvernement provincial, le DHS, la ville de Cape Town et la direction de la gestion de développement de construction et de planification de la ville de Cape Town, le département du développement rural et de la réforme foncière (Department of Rural Development and Land Reform, DRDLR) et le Surplus People Project (SPP). Le SPP a été contacté par l'IFA en 2009 pour les aider à lutter contre une menace d'évincement du DHS. Le SPP travaille dans le domaine du changement agraire vers la souveraineté alimentaire et l'agroécologie dans les provinces du Cap-du-Nord et du Cap-Oriental. Certaines des occupations où l'IFA était allé s'installer allaient être changées d'endroit vers une autre propriété appartenant au DHS. En plus des négociations, l'IFA a également utilisé d'autres formes d'action directe pour souligner leurs conditions de vie difficiles. Ils ont organisé par exemple une marche vers le Parlement sous la bannière de la campagne pour le droit à une réforme agraire pour la souveraineté alimentaire, un mouvement social qui se bat en faveur du changement agraire dans les provinces du Cap-du-Nord et du Cap-Oriental. Par ailleurs, ils ont barré la route de la ferme d'Ithemba pour empêcher la compagnie d'extraction de sable MaccSands de continuer son activité minière près de la ferme. Après de longues négociations avec les personnes responsables, la tâche de chercher un autre terrain a incombé au DRDLR, qui facilite cette procédure depuis deux ans. En 2013, le DRDLR a demandé à Phulisani, une agence de consultation en développement, d'explorer les autres terrains possibles, d'effectuer une étude de droits fonciers et d'écrire un rapport de la situation. Deux autres études de droits fonciers avaient déjà été menées auparavant, de même que des rapports de la situation.

Après de nombreuses réunions entre le DRDLR et Phulisani, l'IFA perdait espoir car aucune solution pratique n'avait été trouvée en un an et le DRDLR et Phulisani étaient toujours incapables de leur fournir un terrain adéquat. L'IFA était opposé à une nouvelle étude de droits fonciers que l'agence de conseils voulait mener. En avril 2014, au vu de cette impasse, l'IFA a demandé à Phulisani d'organiser des réunions avec le groupe de négociateurs présents initialement. Cependant, Phulisani n'a pas répondu à cette demande et l'IFA a contacté le DRDLR pour les maintenir au courant de la procédure. Le DRDLR leur a fait savoir qu'ils avaient rencontrés toutes les parties intéressées et discuté des options et recommandations suggérées par Phulisani dans leur rapport provisoire. Quatre options ont été proposées : premièrement, la négociation d'une occupation du terrain, qui garantit aux occupants le droit de rester où ils sont, deuxièmement, le recours à la section 4 du Extension of Security of Tenure Act, qui garantit des subsides ou des bourses de sécurité foncière, troisièmement, l'achat d'un autre terrain, et quatrièmement, le recours légal dans un tribunal.

En septembre 2014, le DRDLR a organisé une rencontre avec toutes les parties intéressées où ils ont réglés de nombreux problèmes. L'option que préférait l'IFA était la première, mais ils souhaitaient également chercher un autre terrain potentiel adéquat. La question à régler était de savoir si la ville de Cape Town avait toujours besoin du terrain d'Ithemba. La réponse sera reçue dans le mois à venir et l'IFA pourra alors aviser de la marche à suivre.

Cette histoire est importante pour trois raisons. D'abord, elle illustre à quel point il est important de toujours s'assurer que la marche à suivre adéquate est respectée. Ensuite, il faut toujours impliquer toutes les parties intéressées dans le processus de développement. Enfin, si un terrain est acheté pour le développement agricole in-situ, notre cas pourrait servir de modèle d'agriculture urbaine, surtout en matière d'intégration du terrain et de la production.

Harry May

Rosemie Pedro

Le soleil levant! Notre histoire

En 2011, le projet de formation Umthathi venait de s'installer dans ses nouveaux locaux, loin du centre ville, directement au cœur de leurs activités, dans l'Extension 7, dans le quartier Joza à Grahamstown. Les membres étaient excités, optimistes, remplis d'espoirs. Leur déménagement les avait rapprochés de leurs bénéficiaires et cette proximité allait selon eux forcément résulter en un impact maximal.

Pour cette organisation de formations qui enseignait essentiellement comment vivre une vie saine, il était important que la communauté qui l'entoure reflète les principes de l'organisation. On dit que charité bien ordonnée commence par soi-même, et donc ils allaient commencer à Xhorha Street. L'administration et l'équipe ont convenu d'une rencontre. Ils ont décidé que la première chose à faire serait de rendre la rue plus verte. Chaque maison aurait un jardin à l'arrière, et ce serait donc la première étape vers un style de vie plus sain pour sortir de la pauvreté. Les membres d'Umthathi se sont rendus chez les gens pour savoir pourquoi ils n'avaient pas de jardin. La raison était qu'ils n'avaient pas assez de terrain, et que ceux qui possédaient un terrain n'avaient pas de clôtures et que du bétail en liberté circulait souvent dans les parages. Umthathi a dû se pencher sur sa planche à dessin pour établir une stratégie. Ils voulaient inciter les gens à jardiner malgré les défis que cela représentait. La solution est venue lorsque la municipalité a permis à l'organisation de louer quelques hectares de terrain. L'idée des jardins Linomtha était née. C'était l'endroit rêvé pour apprendre à jardiner. L'idée d'un jardin commun a été présentée à la communauté. Le terrain n'avait jamais été labouré, et les personnes intéressées ont dû faire énormément d'efforts dès le début. L'idée était bonne, mais les gens n'étaient pas assez persévérants. Ils se sont vite lassés du dur travail de labourage nécessaire pour le jardinage.

Umthathi a dû intervenir et se procurer un tracteur pour accomplir cette tâche plus rapidement. Après cela, chacun avait le droit de faire ce qu'il souhaitait, mais seulement si Umthathi donnait son accord pour que tous aient une parcelle de terrain. Ils ont décidé que chacun recevrait une parcelle individuelle, et que s'ils montraient suffisamment de motivation, ils auraient l'option de recevoir des parcelles supplémentaires. L'objectif final était que les habitants soient capables de se nourrir, eux-mêmes et leurs familles, des récoltes de leur propre jardin, de suivre un régime équilibré pour prévenir des maladies et de se maintenir en bonne santé en n'oubliant pas de suivre les principes d'hygiène de base. En un an, ces objectifs ont été remplis et même dépassés. Tous les habitants étaient tellement motivés qu'ils avaient tous plus d'une seule parcelle au final. Non seulement ils nourrissaient leurs familles, mais ils avaient également un excédent à vendre.

Cette réussite n'a pas été sans difficulté. Le problème du vol et de la pénurie d'eau s'est posé. Ces mêmes personnes, qui avaient dû être amadouées pour participer au projet, étaient désormais fières du succès de leur propre initiative et rien ne pouvait les arrêter. Ils n'avaient plus besoin d'Umthathi pour trouver des solutions à leurs problèmes. Ils ont élu quelques membres responsables municipaux et ont réglé leur problème d'eau. La municipalité a dû visiter le jardin et trouver une solution. La communauté s'est réjouie d'avoir réussi à faire réagir la municipalité à leurs besoins. Ils ont réglé les problèmes de vol de façon similaire, en organisant une réunion communautaire avec le conseiller municipal et la police pour les aider à trouver une solution. La réunion a été fructueuse et a sensibilisé la population à la criminalité et à ses répercussions négatives sur la communauté.

Nous sommes maintenant en 2014. Les membres de Linomtha ont été contactés par une organisation qui vise à autonomiser la population au niveau économique, car leur travail florissant dans leur jardin a été reconnu comme un projet plein d'avenir. Cet avenir, c'est par exemple la mise en place d'un marché de produits frais dès le mois de décembre. L'organisation qui a eu cette idée s'est réunie avec des membres de Linomtha. 30 des 85 membres étaient favorables au projet et ont suggéré des pistes pour le mettre en place. En retour, ces membres s'engagent à faire de leur mieux pour que le projet fonctionne, pas seulement pour eux-mêmes mais aussi pour motiver le reste de la communauté et pour leur faire voir et croire que tout est possible. C'est pourquoi Umthathi continuera à les soutenir malgré leurs problèmes de mise en route.

Le premier obstacle à franchir a déjà été identifié, c'est-à-dire la transition du travail confortable et individuel dans leurs propres parcelles à un espace commun où ils peuvent accomplir davantage pour produire davantage en comptant sur un travail de groupe constant et coordonné. Certains discutent déjà de qui fera pousser les meilleurs épinards, ou les plus grands, et par conséquent qui en vendra le plus. Malheureusement, à ce stade du plan, ce genre de compétition pourrait nuire à la cohérence du groupe. Ils ont discuté de ce problème et de la possibilité que ce genre de discussions ne démotive certains membres. Ils ont aussi admis qu'ils auraient besoin de différents talents pour mener le projet à bien et en faire une source de revenu viable. Chacun a reçu un rôle qui correspond à ses talents, que ce soit la vente, le jardinage, la logistique ou la trésorerie. Ce genre de coopération est impossible lorsque les gens se soucient plus de leurs intérêts individuels que des intérêts du groupe. C'est le défi posé actuellement. Cependant, il n'ôte rien au fait que les membres de la communauté travaillent ensemble depuis deux ans, que les générations et les classes sociales se sont confondues et que leur jardinage ne sert plus seulement à leur subsistance mais est également une source de revenus. Le parcours dans son ensemble n'a pas été sans difficultés mais les gens qui se sont engagés dans ce projet y sont restés et ont réglé les problèmes qui se présentaient à eux. Voilà l'histoire des jardins Linomtha et leurs potagers prospères.

Monica Canca

Zolani Zondani

You and Your Money (YYM)

Avertissement:

La lettre que nous avons reçue nous demandait de raconter un événement ou une interaction communautaire ayant eu lieu dans les six derniers mois, depuis Pâques 2014. You and Your Money a traversé des changements très profonds et des situations difficiles cette année et nous avons donc très peu interagi avec les communautés. Cependant, nous avons acquis une certaine expérience au niveau des interactions avec les organisations et les communautés durant nos 13 années d'activité. Nous voulons utiliser cette occasion pour nous pencher sur cette interaction et commencer une réflexion.

De plus, YYM coopère avec des organisations partenaires et pas directement avec la communauté. Nous espérons que vous trouverez cela plus clair en lisant notre histoire.

Introduction

You and Your Money (YYM) a été créé en 2001 par trois femmes qui avaient travaillé à différents niveaux du secteur du développement. Elles ont découvert qu'il était nécessaire de créer une organisation qui traiterait les problèmes et défis auxquels les foyers font face dans la gestion de leurs finances. Pour l'instant, nous sommes une des rares organisations qui apporte de l'aide en matière d'endettement des ménages, de budget domestique et de finances personnelles. Avec le temps, notre organisation s'est élargie et inclut désormais trois programmes séparés mais similaires qui traitaient de : conseils et activisme en matière d'endettement, et formation à la gestion financière. En 2007, notre organisation a été accréditée par les autorités pour aider à former des conseillers en endettement. Au final, l'organisation s'est lancée avec passion dans des efforts de plaidoyer, a contribué à de nombreux processus parlementaires et a participé à des réunions directes avec des acteurs nationaux et régionaux.

Histoire : Witzenberg Rural and Development Centre

En 2013, YYM a reçu une invitation de la part du Witzenberg Rural and Development Centre (WRDC). Le WRDC se trouve à Ceres, une petite ville pittoresque dans les régions montagneuses du Boland. Cet endroit est surtout connu pour ses fruits d'arbres à feuilles caduques. C'est une des régions agricoles principales du pays.

En revanche, cette société est affligée par des taux de chômage élevés, des maux sociaux tels que l'alcoolisme et la consommation de drogue et des problèmes fonciers au niveau des fermes. Les membres de la communauté et l'infrastructure d'organisation ne sont pas soutenus. C'est la raison pour laquelle le WRDC a dû être fondé.

Le WRDC a été créé pour se pencher entre autre sur ces problèmes. Il fonctionne avec un bureau de conseil traditionnel qui traite essentiellement des questions d'emploi ou d'aide à l'assistance sociale. Le centre héberge deux auxiliaires juridiques avec un soutien administratif. Il est géré par une structure de conseil et de direction.

Un ancien membre d'un des partenaires de YYM, RDSP, qui est maintenant auxiliaire juridique au WRDC, a contacté YYM pour mener la formation à la gestion financière. En résultat, YYM a présenté la formation aux membres de l'équipe et du conseil d'administration en novembre 2013.

Le modèle d'activisme en matière d'endettement

L'interaction entre YYM et le WRDC est une représentation typique du modèle que YYM a adopté, c'est-à-dire son programme d'activisme en matière d'endettement. Selon ce modèle, le contact est établi par l'organisation qui est en accord avec les buts et objectifs de YYM. L'équipe et les membres de l'organisation particulière sont formés dans un programme de gestion financière. En effectuant au moins une visite par an, un contact régulier est maintenu avec l'organisation. Des représentants de l'organisation sont conviés au forum annuel d'activisme en matière d'endettement. L'organisation transmet des cas à YYM si elle est incapable de les résoudre elle-même.

Conclusion

Comme vu ci-dessus, la relation entre YYM et le WRDC représente le modèle d'interaction typique entre nous et nos partenaires activistes. Avec réflexion, ce modèle fonctionne pour nous depuis 2003. Il serait intéressant d'écouter les avis de nos partenaires sur nos interactions.

Le WRDC et d'ailleurs nos autres partenaires peuvent désormais offrir des services, notamment liés à l'endettement, à leur circonscription. Ces derniers mois, ils nous ont transmis plusieurs cas et nous avons pu les aider.

Johann Magermann

Projet communautaire de Zenzeleni

Histoire de notre organisation

Même si notre organisation a été fondée en 1992, notre bâtiment date de 1993. Un groupe de jeunes, de membres des autorités et de ministres d'église locaux à Mpophomeni s'est réuni. Ils ont formé ce qu'ils appelaient alors le Joint Working Committee (JWC). Ce comité a été créé après de longues et brutales querelles politiques entre le Parti Inkatha de la Liberté et le Front uni démocratique à cause de la grève de Sarcolm en 1985. Cette rivalité avait injecté la haine dans les familles et les communautés et certaines personnes ne se rendaient même plus visite. La région est par conséquent devenue une zone que les gens évitaient. Phillip Dennis, Chris Khoza, feu Clifford Mabaso, feu révérend Dan Lecordeur, feu révérend Bonga Khawula, Siphon Zuma, Edward Dladla, feu Chippa Zuma et feu Peter Zondi ont discuté des mesures pacifiques à prendre pour réunifier la communauté et rendre aux habitants leur amour de l'autre perdu. La tâche n'était pas aisée car certains avaient déjà perdu des proches, mais ils ont réussi à surmonter cet obstacle. Avec l'aide d'Entraide et Fraternité, ils ont pu envoyer des jeunes qui se battaient à Thembaletu Trust pour qu'ils reçoivent une formation en maçonnerie, charpenterie et plâtrage. Après avoir été formés, ils sont revenus et ont construit un bâtiment de réconciliation appelé le centre communautaire Zenzeleni qui existe toujours à l'heure actuelle.

Le nom Zenzeleni signifie « fais-le par toi-même » en zoulou. Il a été créé avec l'objectif d'en faire un centre où les membres de la communauté apprendraient comment faire les choses par eux-mêmes. L'idée était de lancer différents projets dans la région et de les laisser se développer et devenir des organisations à part entière qui prendraient le relais de Zenzeleni. Ces organisations sont : Zulu Mpophomeni Tourism Experience, Mpophomeni Computer Centre, Peace Project, Vukuza Project, Young designers, Mpophomeni Gender Paralegal et Masibambisane Support Group.

Notre histoire vient de notre participation au projet pilote – Effective Public Participation

En travaillant avec notre communauté, nous découvrons toujours ce qui y est bon, motivant, mais aussi les injustices sociales néfastes. Dans notre région, nous avons observé les différents défis auxquels sont confrontés les membres de notre communauté, vu qu'une grande partie de son histoire est liée aux retraits forcés des autres régions par le Native Land Act de 1913, ce qui veut dire que, si vous connaissez notre région, vous pourrez l'associer avec l'histoire de l'Afrique du Sud. Lorsqu'Entraide et Fraternité nous a aidé durant le Peace Project, de nombreux résidents se sont disputés pour des terrains. Nous avons réglés certains cas mais d'autres ont dû être résolus légalement par un tribunal. Après avoir entendu parler d'autres problèmes, nous avons contacté la Fondation pour les droits de l'homme pour les résoudre. Nous avons ensuite lancé un projet appelé Effective Public Participation, qui visait à montrer la marche à suivre en cas d'injustices sociales ou autres.

Le projet a été conçu comme suit :

But

Lancer d'ici 2014 la conception d'un mouvement social au Kwazulu-Natal visant à lutter contre toutes formes d'injustices sociales.

Trois objectifs

- Améliorer une culture d'apprentissage par l'expérience et une réflexion critique sur notre lutte sociale
- Renforcer la capacité des membres participants et l'organisation de notre lutte contre les problèmes de justice sociale
- Établir une solidarité entre organisation participantes en partageant nos expériences de campagne

Problèmes et leçons

- Leadership dans la société civile
- Femmes et enfants
- Manque de services fournis

Le projet visait à améliorer les enseignements autour de la participation publique. À la base, il s'agissait d'un atelier de 10 représentants de 10 organisations, la plupart d'entre eux d'organisations communautaires. Je m'attendais à ce qu'ils mentionnent et souhaitent ardemment obtenir un mouvement social dynamique, mais à mon grand étonnement, ils ont essentiellement parlé de la politiciaillerie des partis. La plupart d'entre eux ignoraient également le sens de la constitution du pays. Dans la discussion sur la Charte des droits, la Charte de la liberté et le chapitre des institutions, il était clair que beaucoup d'entre eux ne faisaient pas le lien entre ceux-ci et la nécessité de transparence à tous les niveaux d'autorité de notre pays.

Le processus a impliqué 10 travailleurs de terrains. En étudiant 250 foyers dans une campagne de porte à porte qui a duré dix jours, ils ont recensé les faits et établi un rapport qui a été présenté au conseil.

L'objectif principal était de vérifier s'il y avait des problèmes d'approvisionnement en électricité et en eau. Lorsqu'ils ont eu fini, ils ont produits un rapport. En lisant les rapports, nous avons appris des faits importants. Par exemple, certaines personnes devaient accidentellement payer deux compteurs même s'ils n'appartenaient qu'à un foyer. D'autres membres de la communauté n'avaient pas l'électricité du tout car leurs compteurs avaient été frappés par la foudre. Le personnel d'Eskom leur avait dit qu'ils viendraient les réparer mais ne sont jamais venu. Finalement, de nombreux membres de la communauté ont été accusés de vol d'électricité.

Même si ce processus était très difficile pour les membres de la communauté, une solution a été trouvée : laisser tomber les dettes en remplissant les formulaires adéquats et en abandonnant toute charge légale contre les résidents. Peut-être était-ce une coïncidence, mais, alors que nous étudions ces problèmes, la municipalité a décidé d'envoyer ses propres travailleurs de terrain. Mais les changements ont bel et bien eu lieu et ont soulagé la communauté.

Un autre problème présent dans la communauté est que leurs dirigeants s'éloignaient d'eux une fois élus, et qu'ils n'étaient présent que pendant la période des élections. Pour moi, cela nous a démontré que nos dirigeants laissent un vide derrière eux dans leurs circonscriptions.

Cette histoire prend fin avec la présentation à la municipalité locale d'uMngeni où nous avons partagé avec eux ce que nous avons appris des problèmes vécus par les membres de la communauté.

En voyant tout ce que le projet Zenzeleni a déjà accompli, je pense qu'il est merveilleux d'établir une réconciliation de quelque manière que ce soit, parce que la haine qui abondait auparavant a disparu. Au contraire, des initiatives pacifistes telles que celle-ci ont vu le jour.

Même si nous la recherche et la préparation de la présentation n'ont pas été faciles, nous avons essayé d'agir rapidement et avons travaillé même sans équipement adéquat, pour être sûrs que nos dates prévues coïncident avec les dates des réunions municipales locales. La présentation aux membres du comité exécutif (EXCO) et du comité de gestion (MANCO) était difficile car tous les conseillers étaient présents également, mais nous l'avons faite au bon moment.

La leçon à retenir de ce projet est que, qu'importe le moment où ce genre de travail, il faut utiliser l'espace dont on dispose efficacement et rapidement car chacun est responsable de ses propres actions.

Notre histoire n'est pas encore terminée. En effet, notre organisation a été invitée à envoyer de nouvelles propositions sur la façon dont l'éducation des consommateurs pourrait être effectuée auprès des propriétaires de maisons pour éviter d'autres problèmes de titres fonciers, etc. Nous avons donc une bonne base pour nos actions à venir.

Bonginkosi Ndlovu

